

Appel financier

L'Internationale a besoin d'abonnements, a besoin de dons, a besoin de soutien financier. *L'Internationale* a besoin d'infos, a besoin de textes, a besoin de soutien politique.

L'Inter, c'est un combat. Intéressant, mais un combat quand même.

C'est sans aucun doute le premier projet de cette ampleur depuis des années pour faire avancer certaines analyses. L'un des seuls en Europe. Le résultat de mois de réflexion et de travail.

C'est un journal de combats. Car il n'est pratiquement pas une ligne dans ces colonnes qui n'émane de ceux qui luttent, qui bougent, qui pensent, qui s'organisent. Pas de tous les combats, il est vrai. D'abord, *L'Inter* a devant lui une longue vie pour rattraper ses manques. Et puis nous pensons avoir assez de tête et de sensibilité pour discerner ceux qui nous sont proches et qui nous enrichissent.

L'Inter, nous dit-on parfois n'est pas le journal du révolté moyen. D'une, ce n'est pas sûr. De deux, ceux qui s'expriment au travers des textes et des actions de leurs organisations n'ont-ils pas la même histoire, la même révolte ? De la révolte à l'organisation, n'ont-ils pas le même parcours ?

L'Inter, c'est un combat. Car dans cette société d'aliénation, que des gestes de refus, de destruction : scepticisme, ironie, distanciation, désespoir. C'est un combat contre ceux qui vous désespèrent, qui vous bouffent. Qui vous désespèrent à force de ne rien vouloir, qui vous disent que ce n'est pas ce qu'il faut faire, mais qui, depuis des années, n'ont pas construit une once de « ce qu'il faudrait ».

L'Inter est un combat. Peu nombreux sont ceux qui le comprennent. N'est-ce pas après tout que du papier ? Quel combat peu glorieux. Combien perçoivent l'engagement en temps, matériel et politique. Ceux qui luttent, eux, le savent.

De toute façon, *L'Inter* n'est pas un combat perdu. Six mois d'existence régulière et toujours une nouvelle lutte, un nouveau texte qui justifie notre existence. Plus de mille lecteurs en kiosque, c'est énorme pour un tel projet. Une diffusion dans nombre de pays. Aussi, nous continuons.

Nous avons besoin d'argent. Nous vous en demandons. Abandonnez l'attitude schyzophrène ou consummatrice qui caractérise le militant moyen. A bas l'avarice, vive *L'Inter*.

Nous avons besoin de discussion politique. Alors, réfléchissez, écrivez.

La lutte continue et elle est internationale. □



Abonnements

Abonnez-vous à *L'Internationale*

10 numéros : 75 F

Abonnements de soutien : 300 F et plus...

nom

adresse

abonnement ordinaire de soutien

règlement ci-joint de

Cet abonnement prend effet à partir du n° inclus

L'Internationale est en vente dans les kiosques.

L'Internationale

• 6, rue de la Reine Blanche. 75013 Paris.

Tél. : 337.63.52.

• Directeur de la publication : Laurent Louessard.

• Commission paritaire : 65607.

• Imprimerie Rotofset (Meaux).

Abonnement (10 numéros) : 75 F

Abonnement de soutien : à partir de 300 F

Chèque ou mandat à l'ordre de « *L'Internationale* ».

A lire

Il existe un certain nombre de textes et de publications qui devraient intéresser les lecteurs de *L'Internationale*. Ils sont disponibles à la librairie : **Le Jargon Libre**, 6 rue de la Reine Blanche, 75013 PARIS.

Des revues anciennes ou nouvelles, françaises ou étrangères :

Clash

Correspondances Internationales

Rebelles (journal des prisons)

Controinformazione

Il Bollettino

Resistance (Canada), etc.

Subversion n° 1

Des Textes des Brigades Rouges :

• *L'abeille et le communiste*, septembre 1980, Collectif des prisonniers communistes des Brigades Rouges (diffusé par *Documentation Communiste*).

• *Crise, guerre et internationalisme prolétarien*, décembre 81 (traduit par le *Collectif d'information prolétarienne*, publié par *Subversion*).

• *Débats dans la guérilla*, recueil des principaux textes de la guérilla italienne, publié en 1983.

Des textes de la RAF

• *Guérilla, résistance et front anti-impérialiste*, dernier texte paru de la R.A.F., en mai 1982.

• *Textes et communiqués disponibles sous forme de brochures* : Conception de la guérilla urbaine. Septembre Noir, communiqué Andreas Baader, etc.

• Brochures régulières des « *Comités de parents et d'amis des prisonniers* ».

• En allemand, *Lettres des prisonniers de la R.A.F.* (fin 1983).

• Lire aussi chez Maspéro, derniers textes de la R.A.F.

Les revues de Documentation Communiste

• *Pour un projet communiste*, texte d'Action Directe.

• *Sur l'impérialisme américain*, idem.

• *Les Vingt thèses finales*, Brigades Rouges.

Le Jargon Libre a été fermé au public

La librairie « Le Jargon libre » a été fermée.

« Monsieur Bruguière est un super juge anti-terroriste : Il ferme une librairie militante. »

Ce slogan est resté deux jours sur le rideau de la librairie.

La librairie, elle, est restée trois semaines fermée sur « ordre » des flics. Elle est rouverte aujourd'hui. PASSEZ-Y ! ACHETEZ DE PREFERENCE VOS LIVRES A LA LIBRAIRIE. C'EST LE MOINDRE DES SOUTIENS MILITANTS.



Les Cellules Révolutionnaires analysent...

Dans la première partie de leur texte, paru dans le numéro précédent de *L'Internationale*, les Cellules Révolutionnaires prenaient essentiellement position par rapport au mouvement pour la paix, décrivant dans la foulée le rôle de l'Allemagne dans l'OTAN.

La deuxième partie, ci-après, constitue une analyse de la situation et des rapports mondiaux à l'ère de l'impérialisme. Elle offre une vision intéressante parce que très différenciée de l'Union soviétique.

Dans *L'Internationale* n° 7, nous publierons la conclusion de ce texte, qui donne un exemple supplémentaire de la capacité développée aujourd'hui par nombre de groupes de lier la réflexion à l'action.

La banqueroute des modèles de développement national.

Pendant que la majorité du mouvement pour la paix est animée par la peur que « notre pays », que toute l'Europe puisse devenir une victime de la « lutte des superpuissances », la gauche radicale a toujours tenté de percer cette vision eurocentriste étroite et raciste, et de faire prendre conscience des guerres de génocide et des stratégies d'extermination que, sans discontinuer, l'impérialisme a menées contre les peuples du tiers monde, en pleine période dite des « quarante années de paix ».

Ce juste débat sur la dimension tricontinentale des nouvelles stratégies de l'O.T.A.N. place le stationnement dans une toute autre optique. Il est la preuve de la contre-offensive agressive de l'impérialisme US, attaqué dans sa position dominante par le Vietnam, la crise du pétrole, l'Iran, le Nicaragua, etc., et qui partout où il rencontre dans ce monde ses limites, désigne l'Union soviétique comme l'instigatrice et veut, avec son nouveau système qualitatif d'armement, lui imposer l'arrêt de tout soutien aux mouvements de libération nationale du tiers monde.

Il est indiscutable que, sans l'Union soviétique, les conditions pour les luttes de libération tricontinentales seraient plus difficiles et que l'existence d'une grande puissance concurrente rend toute intervention militaire directe des Etats impérialistes plus risquée. Nous pensons que la neutralisation de l'Union soviétique n'est pas le but principal du « surarmement ». Même si le camp impérialiste est « touché » ou « affaibli dans son rôle de direction », sa potentialité économique, politique et militaire lui donne, même sans « surarmement », le pouvoir d'imposer ses conditions d'exploitation et de destruction aux peuples d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine. Voir empoisonner et aigrir les fruits de leurs si difficiles luttes victorieuses. Un héritage contre lequel le Vietnam, par exemple, devra lutter pendant des générations.

Les pays du tiers monde sont aujourd'hui, en majorité, ruinés par les métropoles dans une mesure qui peut conduire au désespoir.

La plupart des cultures d'auto-suffisance de ces peuples ont été détruites à une telle échelle qu'ils sont devenus dépendants, pour leur survie physique, de l'importation à partir des centres de leurs moyens de subsistance. Dès le

début, la destruction de l'économie de subsistance fut un des buts déclarés de la stratégie de développement impérialiste ; ainsi la Trilatérale, au cours de sa Conférence mondiale sur l'Economie, ne déplore pas un échec quand elle parle de « faim dans le monde ». Elle ne peut tout au contraire que se féliciter de sa complète réussite. Les différents modèles de développement nationaux n'ont jamais eu de même la moindre chance de succès. Comme, pour nous en tenir aux plus importants, le modèle de « nation commerçante », qui domine surtout l'Afrique, et celui de « pays en voie de développement industriel » grâce auquel les Etats de l'A.C.C.P. (Asie, Caraïbes, Pacifique) espèrent sortir de la misère.

Les nations africaines commerçantes, héritières d'un schéma de monoculture dû à la période colonialiste, forcent l'exportation de leurs produits agricoles et de leurs matières premières, dans l'espoir de réunir, par l'importation de devises, les conditions d'une accumulation nationale de richesses. Mais, leurs produits exportables ne résultant en aucune façon d'un surplus, ils ne peuvent, sur le marché mondial, réclamer un prix de vente couvrant leur prix de revient. Ce prix leur est fixé par les acheteurs sur les marchés de la spéculation que sont les bourses de marchandises dans les centres impérialistes.

De même les pays africains n'ont aucun moyen de pression. Ils ne peuvent menacer de boycott et doivent au con-

traire se faire concurrence pour vendre leurs produits. Qu'alors leur balance commerciale ne fasse que s'effondrer, entraînant les pays dans la ruine, n'est pas — comme il a déjà été dit — un défaut déplorable, mais bien le fait « d'un développement vers le sous-développement » (Amin/Frank).

Les Etats latino-américains comme le Mexique, l'Argentine et le Brésil ont essayé, en tant que soi-disants *pays-seuils*, de sortir d'une infrastructure de monocultures au profit de l'impérialisme, par une industrialisation propre. C'est sur ceci que se fonde le mythe du péronisme et c'est pour cela qu'il a échoué.

L'expérience faite que, dans le cadre du marché mondial capitaliste, le rattrapage de l'accumulation originelle n'est pas possible, ou, plus exactement, n'est pas permise, se paye aujourd'hui pour ces pays par leur banqueroute réelle, même si celle-ci n'est pas formelle. L'industrie autochtone ne s'étant pas développée à partir d'un capital accumulé mais seulement à l'aide de crédits, le résultat était déjà programmé : le cercle vicieux de l'inflation, de la spéculation et enfin en tout dernier lieu, leur colonisation dans le système de crédit impérialiste.

Ils se voient de nouveau obligés, en l'occurrence avec les « dépossédés du monde », d'aider à solder leur pays et leur population en tant que « zone de production libre » ou bien de se propo-

ser comme base militaire et « facteur de stabilisation » dans leurs régions.

Apparemment, pour l'impérialisme, cette forme ruineuse de structuration et d'exploitation post-coloniale du tiers monde n'est plus intéressante dans l'optique de la valorisation du capital. Le sommet de Cancun a tiré de cela un premier bilan et les Etats européens ont déclaré, avec le cynisme propre à leur domination, à l'intention du tiers monde, que, dès maintenant, ils n'avaient plus rien à offrir, qu'aucune mesure exceptionnelle ne pourrait plus être prise en considération et qu'une révision fondamentale et une limitation du volume des crédits — offerts bien trop largement — était à attendre.

Les ceintures sont de plus en plus étroitement serrées et les impacts brutaux de ces ruines économiques définitives ne sont plus visibles dans toute leur dimension. Les révoltes de la faim comme au Brésil n'en sont certainement que les premiers prémices.

Le nationalisme intensif, cet héritage à deux faces de la décolonisation, qui a si longtemps soudé ensemble les élites nationales et les « classes inférieures », devient apparemment fragile. Cela fait monter d'un côté le danger de guerre. La guerre dans le Golfe et l'aventure aux Malouines des généraux argentins doivent être comprises comme tentatives de maintenir derrière soi les nations respectives. De même, les critiques formulées dernièrement par les élites autochtones envers le « *diktat meurtrier du F.M.I.* » ne correspondent certainement pas seulement à de hauts cris d'indignation, mais tout autant à la volonté de se placer hors de la ligne de mire, en tant que participants et profiteurs de la ruine de leurs peuples.

Toutefois, ce qui est plus important, c'est que dans les nouvelles révoltes qui fermentent dans les *slums* et les ghettos de la misère du tiers monde, la question soit posée autrement. Il ne s'agit plus d'une fantasmagorie souveraineté nationale dans laquelle se fondaient tant d'espoirs, mais qui, pour la plupart, n'ont rien apporté d'autres aux masses qu'un Etat, cher et inutile, une armée, une administration, des élections, la famille, etc. Toutes choses dont un individu n'a pas besoin, et une paysanne ou un ouvrier du tiers monde encore moins. Ce dont il a besoin, à savoir les fondements matériels d'une vie digne et épanouissante, la libération nationale à elle seule ne les leur a apportés nulle part. Les modèles de développement auxquels se sont exercées les élites nationales se sont faites sur le dos des populations et à leurs dépens.

Les insurrections de masse et les révoltes de la faim ouvrent de nouveaux fronts : des fronts de classes internes contre les élites autochtones pour des conditions de vie dignes et la justice sociale.

La banqueroute des *pays-seuils*, ce modèle de développement prometteur et illusoire, par lequel l'impérialisme pût tromper les pays « avancés » du tiers monde, parce que ceux-ci en espéraient une intégration dans les rangs des nations industrielles, aura des conséquences à long terme.

A l'arrière-plan de leur ruine, une toute nouvelle attractivité va rayonner de pays comme Cuba, le Nicaragua ou le Vietnam. Pays où la libération nationale fut liée à une libération sociale, où plus personne ne meurt de faim, où les soins médicaux sont assurés à tous, où les



hommes et les femmes apprennent à lire et à écrire. En comparaison des conditions de vie terribles des masses du tiers monde, celles-ci sont des conditions dignes d'efforts extrêmes.

L'invasion militaire à la Grenade, la guerre d'usure aux frontières du Nicaragua, l'escalade de l'intervention militaire au Salvador indiquent que l'impérialisme connaît cette dynamique et tente de la détruire par tous les moyens en son pouvoir. Actuellement, il apparaît plus clairement que la consolidation de la libération sociale dans le tiers monde est liée aux conditions du combat contre l'impérialisme dans les métropoles. L'espoir que les positions atteintes par la libération sociale au Nicaragua, à Cuba, etc., ne soient pas victimes des coups d'une nouvelle campagne de destruction de l'impérialisme, mais deviennent le point d'orientation du mouvement de libération nationale dans le monde entier, ne se fonde que dans la simultanéité du combat dans les centres comme dans les pays du tiers monde.



Le Bloc de l'Est : une tâche noire dans la géographie politique du gauchisme.

Bien que les missiles *Pershings* et *Cruise* soient directement dirigés vers le Bloc de l'Est, de larges parties de la gauche radicale défendent — comme il l'a déjà été dit — la thèse que celui-ci ne serait pas en « soi » visé, mais soumis à un chantage pour son rôle de soutien aux mouvements de libération nationale.

Ils entretiennent face à l'Union soviétique une curieuse relation contradictoire : d'un côté celle-ci est pour eux, avec son « socialisme réel », décadent et ennuyeux, complètement hors de question et, de l'autre, ils lui attribuent malgré tout un reste d'internationalisme révolutionnaire. Mais, c'est parce que les relations intérieures de l'Union soviétique restent merveilleusement hors de toute discussion politique et que le Bloc de l'Est est une tâche noire dans la géographie politique du gauchisme, que le mythe de son rôle comme ami « des damnés de la terre » peut aussi opiniâtrement demeurer ce qu'il est.

Les faits parlent une autre langue.

L'internationalisme révolutionnaire idéal n'a jamais déterminé la politique extérieure soviétique. Ni à l'époque de Staline qui livra aux couteaux des bouchers les Partis Communistes allemand et yougoslave, et aux Alliés le mouvement communiste de résistance grec. Encore moins à l'époque de Khrouchchev, Brejnev ou Andropov. C'est surtout par ses intérêts géostratégiques et la priorité donnée à la consolidation de sa propre existence que fut déterminée la politique extérieure soviétique. Tel un fil rouge, l'aspiration à être « reconnu » et à être « l'équivalent » de l'impérialisme, et non pas l'aspiration à la Révolution mondiale, c'est ce que l'on retrouve tout au long de son activité politique mondiale.

C'est ainsi qu'elle reçut Kissinger pour débattre de la détente, cependant que les U.S.A. bombardaient Haïphong, et qu'elle fut prête, à partir d'intérêts géostratégiques, à une alliance avec des dictateurs buveurs de sang comme Idi Amin et Siad Barre.

De la même manière, dans le commerce avec le tiers monde, le Bloc de l'Est ne veut et ne peut renoncer à ses avantages qui, dans ce domaine, lui reviennent sur la base de la division internationale du travail. Il est intéressant de constater que les pays du Bloc de l'Est présentent aussi, dans leur commerce avec les pays sous-développés, un surplus croissant. C'est-à-dire que les pays sous-développés ont un déficit tant face aux pays impérialistes qu'aux pays socialistes, de telle façon que l'accroissement des échanges avec les pays socialistes ne fait

qu'accroître le déficit des pays sous-développés (A.G./Frank).

Cela signifie que le Bloc de l'Est tente de rattraper dans le commerce avec le tiers monde la dégradation de sa balance des paiements face aux pays impérialistes.

Ce que les pays socialistes doivent payer pour l'importation de technologies des pays de l'Ouest, il le gagne par l'exportation de marchandises dans le tiers monde et sur son dos. En dehors de se procurer des devises le Bloc de l'Est utilise les relations économiques avec le tiers monde pour se garantir les matières premières.

Et « l'aide au développement » parcimonieusement mesurée n'est, pour les pays socialistes, nullement répartie sur la base de la création et de la stabilisation d'une indépendance économique. La priorité se trouve là aussi — comme dans la politique extérieure — mise sur l'intérêt de la position stratégique de la plupart des pays qui la reçoivent.

Malgré tout, il est indiscutable que les conditions pour les luttes de libération dans le tiers monde seraient certainement plus désastreuses sans l'Union soviétique. Seule l'existence d'une superpuissance concurrente a toujours réduit l'aire de manœuvre des pays impérialistes et inversement amené l'Union soviétique tout au moins partiellement, à soutenir des mouvements de libération dans les zones d'influence de l'ennemi.

Ces faits n'ont toutefois pas empêché que l'influence de l'Union soviétique en tant que puissance mondiale se soit continuellement détériorée, même dans ses zones originelles. Longtemps l'Union soviétique fut en progression dans le tiers monde. Elle le fut surtout en tant que résultat du procès de dissolution de l'époque coloniale. Et, lorsque les mouvements de libération devinrent nations, pour pouvoir stabiliser cette influence, la nécessité de moyens économiques s'imposait.

Mais, face à l'impérialisme, l'Union soviétique, a le désavantage décisif que son expansionnisme est fondé sur le manque et non sur le surplus. Elle ne peut se reporter à la violence « douce » d'un mode de production s'étendant à partir de sa propre logique expansive pour façonner durablement une dépendance. Du fait de son manque de potentialité économique, l'Union soviétique se heurte rapidement, dans le tiers monde, à ses propres limites. Elle est renvoyée à la proclamation d'une politique mondiale idéaliste au nom de « l'amitié des peuples », ou à des formes purement militaires pour garantir des zones d'influences.

C'est ainsi que l'Union soviétique n'a réalisé la seule expansion durable de sa sphère de pouvoir que dans la lutte

contre le fascisme. En une dizaine d'années, l'alliance avec la Chine s'est transformée en hostilité, tandis qu'elle était pratiquement jetée hors de l'Egypte. Cuba et le Vietnam doivent être largement subventionnés du fait du boycott impérialiste.

L'Angola et le Mozambique dépendent économiquement de l'Afrique du Sud, tout en étant continuellement exposés à ses attaques militaires, ont dû se détacher du C.A.E.M. L'Algérie est de la même façon plus dépendante du marché mondial que de « l'amitié entre les peuples » vis-à-vis de l'Union soviétique. Et la Lybie et la Syrie sont bien plus des partenaires fortuits du fait de leur inimitié envers les U.S.A. Ce qui reste est essentiellement l'aide à l'armement pour des mouvements de libération nationale qui, après leur victoire, comme le Nicaragua, doivent essayer, aussi dans l'intérêt de l'Union soviétique, de prendre une troisième voie, car celle-ci ne peut ni économiquement et encore moins politiquement se permettre de nouveaux Cuba.

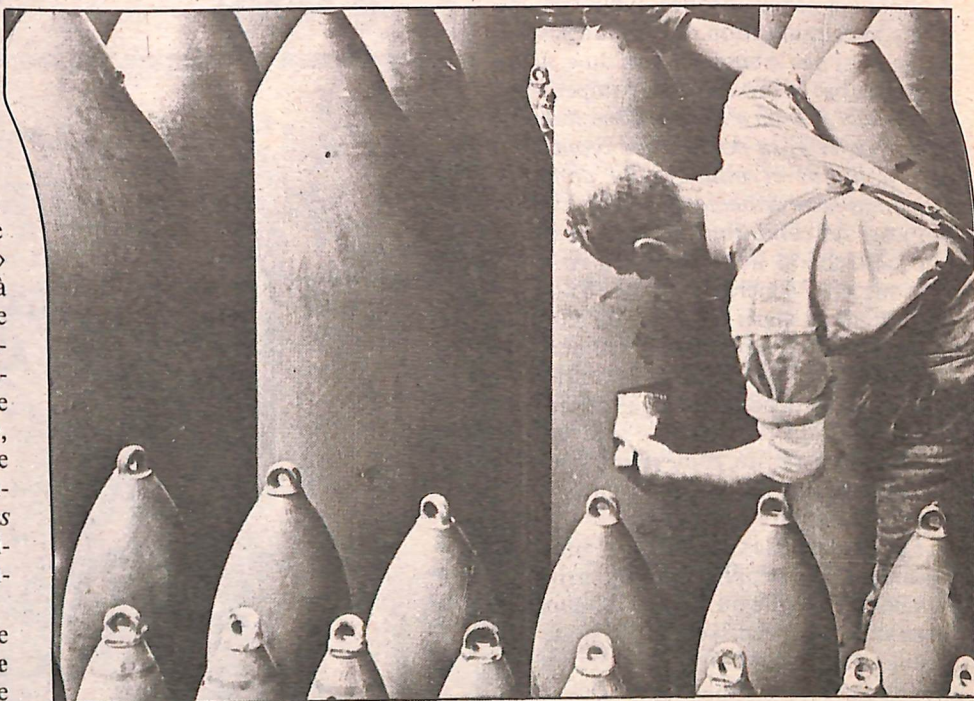
L'intervention militaire en Afghanistan n'a pas renforcé l'Union soviétique, mais a plutôt fourni la preuve qu'elle peut à peine tenir sa place privilégiée dans ce pays traditionnellement ami. Mais ce qui est certainement décisif, c'est que cette invasion a coûté une perte de sympathie auprès des pays non-alignés qui, les années passant, ne cessent de s'éloigner.

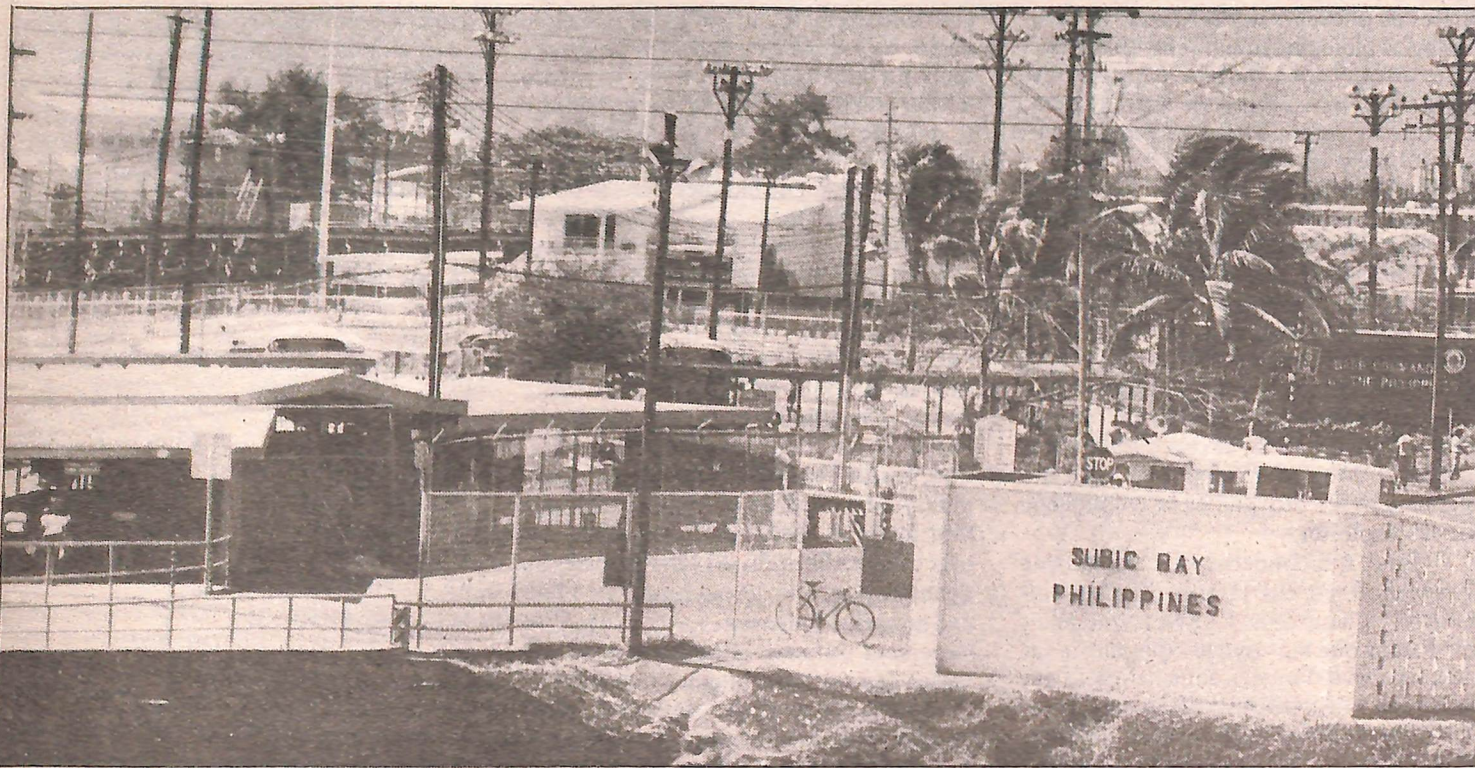
En présence de ces relations de pouvoir, toute justification de l'escalade militaire de l'OTAN qui se réfère à la contrainte « d'enrayer l'expansionnisme soviétique » se blâme de lui-même et en dit beaucoup plus sur le caractère impérialiste agressif de l'alliance de l'Ouest. L'encercllement militaire du Bloc de l'Est

n'est pas une araignée dans la tête « de dirigeants soviétiques paranoïaques », mais une réalité qui crée quotidiennement de nouveaux facteurs. L'OTAN n'est pas seulement une superpuissance ennemie, mais est liée, par l'intermédiaire des USA, aux pays du pacte de l'Anzus (Australie, Nouvelle-Zélande, USA, pacte-Pacifique) ainsi que de l'OEA (organisation des Etats américains). Il dispose, hors de sa zone de souveraineté, de plus de 400 bases militaires importantes dans le monde entier, surtout dans l'aire asiatique (par exemple les Philippines). Et, ces derniers temps, il intensifie — à côté des conquêtes de nouvelles bases en Afrique (Egypte, Somalie, Kenya, Soudan, Maroc) et au Moyen-Orient (Arabie Saoudite, Oman) — la construction ou, plus précisément, la modernisation de son infrastructure militaire mondiale.

Cependant que le Bloc de l'Est est littéralement pris en tenailles par les nouvelles opérations qui se déroulent à ses frontières. L'étranglement dangereux va de l'armement de l'Europe de l'Ouest avec des armes de précision et de première attaque, en passant par la structuration du « porte-avion de l'OTAN » qu'est la Turquie comme nouveau « maillon de la chaîne impérialiste » à la place de l'Iran, jusqu'à la formation d'un haut commandement Sud-Ouest-Asie, qui domine les régions de l'Egypte jusqu'au Pakistan et comprend le Golfe Persique.

L'encercllement continue par le Japon, complètement intégré dans la stratégie de l'OTAN. C'est-à-dire qu'en cas de guerre, il minera la sortie par la mer japonaise pour enfermer la flotte soviétique dans Vladivostok, tout en stationnant des avions de combat améri-





cains F-16, et exécutera des manœuvres terrestres avec les U.S.A. à Hokkaidô face à l'île Sakhaline, le centre stratégique de l'Union soviétique.

A ce front, s'est nouvellement alliée la Chine, comme poste d'écoute, mais aussi au travers de livraisons d'armes et de technologies.

A la politique de la détente : l'exemple d'un précepte de paupérisation politico-économiste.

La poursuite systématique de l'encerclement politico-militaire du Bloc de l'Est ne peut être interprétée dans son essence qu'en ce qu'elle vise directement à sa propre substance, en tant qu'alliance politique et militaire. Alors même que les missiles de moyenne portée n'étaient pas encore stationnés en Europe, alors que l'avancée nucléaire n'était pas encore atteinte, le gouvernement US tenta de faire dépendre le début des négociations de concessions que l'Union soviétique devait faire sur la Pologne. Des discussions ne seraient possibles — c'est ainsi que cela fut déclaré il y a un an — que si la présence militaire soviétique en Pologne et aux frontières de ce pays était réduite à environ la position du début de la crise en Pologne. Cela démontre déjà quelles possibilités qualitatives et renforcées de pression sur la situation dans les pays du Bloc de l'Est, l'impérialisme occidental espère de son nouveau potentiel de chantage stratégique.

L'aggravation, tant déplorée en de nombreux endroits, du conflit Est-Ouest est définie faussement en tant que rupture et contre-point par rapport à l'ère

passée de la politique de détente. Mais, à bien y regarder, il apparaît comme conséquence de sa logique et, avec d'autres moyens, comme sa continuité. La politique de détente ne fut jamais cette franche réconciliation qu'elle prétend être avec la réalité du « bloc socialiste ». Au contraire. Le Bloc de l'Est a échangé pour de la soupe aux lentilles sa reconnaissance comme partenaire commercial et de négociation, et la soi-disant reconnaissance de son existence qui s'y trouvait liée, contre l'emprise furtive et sournoise de « l'Ouest libre » sur ses structures économiques et politiques.

C'est avec raison que les pays socialistes et de l'économie planifiée se sont cloisonnés pendant des années contre le marché mondial, car les profiteurs de celui-ci furent toujours et exclusivement ses sujets, les métropoles impérialistes. Tous les autres deviennent, dans le marché mondial, des objets rendus plus ou moins à une fonction de masse de manœuvre rentable.

Une décennie de politique de détente fut suffisante pour saper la C.A.E.M., car son fondement n'est pas la circulation des marchandises, mais des « accords de production multilatéraux sur la base de la division du travail en vue de renforcer la potentialité économique de l'alliance ». En clair, il se base sur l'équilibre du manque. Conformément à cela, les valeurs monétaires du Bloc de l'Est ne sont pas des monnaies internationalement reconnues, mais des unités de décompte interne. L'aspiration au transfert de technologies de l'Ouest amène logiquement la contrainte de se procurer des devises. Cela signifie la construction de secteurs d'exportation sur le dos de la production au sein de la C.A.E.M. De même, ce sont des livraisons

à long terme et donc très coûteuses de matières premières qui sont retirées du C.A.E., au profit du client de l'Ouest bon payeur, sous la forme de marché compensateur, et finalement au travers de l'importation de systèmes de transferts et de licences de fabrication, de la location de lieux de production, de forces de travail et de matières premières aux pays occidentaux.

Mais avant tout, la soumission au système international de crédit fut le levier contraignant le Bloc de l'Est à toujours plus de concessions face au capitalisme, c'est-à-dire au libre achat et vente de forces de travail et de capital sous la forme d'investissements directs. L'importance de l'accroissement de l'érosion économique du Bloc de l'Est est révélée aujourd'hui par le volume gigantesque de son endettement. Si bien que dans les directions de la Deutsche Bank ou du FMI, on participe à la décision de savoir si le plan de 5 ans proposé est réalisable ou non. La politique économique dans les Etats de la C.A.E.M. est passée de l'équilibre du manque de l'économie planifiée et des besoins à une concurrence autour des crédits venant de l'Ouest. Et savoir comment ce processus — dans sa dimension politique aussi — pourra être stoppé n'est pas chose évidente. La crise polonaise en cela est caractéristique. La Roumanie, malgré sa collaboration étroite avec l'Ouest, malgré ses prises de contacts avec la Chine et ses relations suivies avec Israël, n'a à craindre aucune sanction. De leur côté, l'Allemagne de l'Est et la Hongrie louent des forces de travail à l'Ouest.

Dans ce contexte, l'escalade militaire menée par l'Ouest impérialiste doit être comprise comme une suite conséquente de la politique de détente, avec d'autres moyens. L'Union soviétique doit être neutralisée au moyen d'un potentiel nucléaire supérieur la menaçant, c'est-à-dire devenir vulnérable au chantage. Et elle devra assister pieds et poings liés à la décomposition du bloc qu'elle a constitué, à son intégration et à son utilisation aux conditions de valorisation capitaliste, de même qu'au changement de système politique qui s'en suivra logiquement.

« Les dirigeants soviétiques doivent choisir entre un changement pacifique de leur système communiste dans la direction souhaitée par l'Ouest ou entrer en guerre », (Richard Pipes, ministre des Affaires Etrangères US).

La plupart du temps, face à l'horreur que suscite la sincérité obscène de cette problématique, la véritable signification de tout cela disparaît. La supériorité absolue et cette souveraineté tout à fait sûre de sa réussite : puisqu'il apparaît enfin après 40 ans qu'une « faute de l'histoire » peut être corrigée, faute qui

reposait, d'après Churchill, sur le fait que « l'on avait égorgé le mauvais cochon en égorgeant le fascisme ». Le but de l'avancée impérialiste aujourd'hui, c'est tout d'abord la pénétration et l'exploitation capitaliste sans limites du Bloc de l'Est, pour rejeter sur lui, les coûts de la restructuration et de la crise, et non pas sa destruction militaire.

Les peurs de la guerre et les sentiments d'insécurité, consciemment entretenus, ont en fait pour but de troubler notre compréhension, de masquer le fait que nous ne sommes pas des victimes, mais qu'encre une fois, ce sont les autres qui doivent être mis à genoux dans « l'intérêt du monde libre ».

Celui qui interprète cela comme un « conflit entre les superpuissances » oublie que le capital ouest-européen — et avant tout le capital allemand — a un intérêt vital à la capitulation du Bloc de l'Est, vu qu'il fut déjà le principal animateur et profiteur de la politique de la détente.

Derrière la volonté de soumettre ce dernier coin du globe au processus d'accumulation et de valorisation capitaliste, se profile le projet pour l'avenir. Car un monde complètement soumis aux intérêts de l'impérialisme occidental permettrait de toutes autres formes d'accumulation des richesses et de domination.

La véritable cause de la crise, c'est-à-dire la chute des taux de profit, serait contenue par la soumission et l'intégration totale du Bloc de l'Est aux conditions de valorisation capitaliste mais n'a pas été fondamentalement inversée.

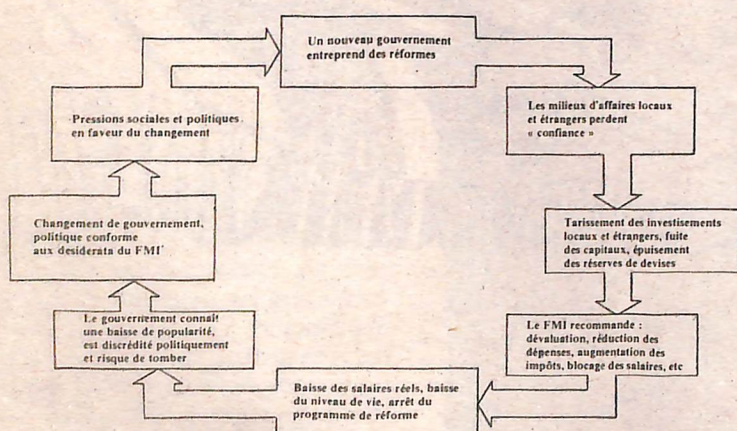
Nouvelles formes d'accumulation de richesses et d'hégémonisation du pouvoir

Pour réaliser à nouveau et à une échelle plus élevée ces taux de profits, il est nécessaire qu'intervienne un changement fondamental dans les relations politico-économiques mondiales entre le capital et les classes exploitées, transmis par l'intermédiaire de nouveaux secteurs stratégiques et une restructuration des formes de production. Mais cela signifie que le modèle d'après-guerre déterminé par la production de masse et les chaînes, avec l'ouvrier-masse et le plein emploi, dans lequel l'industrie automobile, l'électro-ménager, la chimie ont maximalisé les sources de profit déterminantes, est aujourd'hui érodé et que dans la composition organique du capital, donc dans la relation travail mort accumulé/forces de travail vivant, un déplacement doit s'effectuer.

En tant que nouveaux secteurs stratégiques, on compte en dehors de la biotechnologie et de la micro-informatique, les secteurs de l'énergie, de l'alimentation, l'exploitation des matières premières de la mer et des pôles.

Ce que ces secteurs ont de décisif, ce qui fait en premier lieu leur qualité stratégique, c'est la disposition exclusive qu'en a l'impérialisme. Car seul le fait que tous les autres souffrent de la pénurie des ressources fondamentales pour la vie et la production en fait des sources de profits infinis. Concernant cette relation : disposition exclusive/pénurie mondiale, elle fait que tout prix peut être dicté et que des superprofits illimités peuvent être réalisés. Dans cette relation est contenue, au-delà de cela, un formidable pouvoir d'accroissement du contrôle sur les conditions d'existence des classes exploitées du monde et de soumission des peuples, ce qui rapproche dangereusement les possibilités d'hégémonisation du pouvoir de l'impérialisme occidental. C'est dans le secteur de l'énergie — parce qu'il est le plus avancé — que l'on peut le mieux décrire ce qui est planifié. Comme tout le monde le sait, la source d'énergie numéro un — le pétrole — coule abondamment, non pas sur les territoires du « Monde Libre », mais en

ROLE FMI DANS LE RETABLISSEMENT DU DEVELOPPEMENT FONDE SUR LA DEPENDANCE



Orient. Depuis le début des années 70, un travail éternel a été entrepris contre cette erreur de la nature. Alors que les pays pétroliers n'ont jamais eu le pouvoir de disposer de leurs sources d'énergie, mais seulement de titres de propriétaire qui leur furent accordés contre une maigre indemnité, les technologies d'extraction, de construction et de transports reposent exclusivement dans les mains des impérialistes occidentaux. Il fut conclu par le projet sur l'énergie, dénommé « projet d'indépendance », de ramener aussi dans les métropoles ce titre de propriété tant regretté, car « une dépendance dans ce domaine stratégique est insupportable pour les pays industrialisés ». Les Etats de l'O.P.E.C. ne font pratiquement que suivre les prix du pétrole imposés par le service « Energie et Combustible » du Département des Affaires Extérieures des USA.

Contraints par ceux-ci, ils ouvrent la voie à un programme qui, du fait de la hausse des prix du pétrole, d'une part rend profitable l'exploitation coûteuse et difficile des sources pétrolières métropolitaines et de l'autre, active à l'aide d'un milliard de dollars d'investissements, le développement de nouvelles sources énergétiques indépendantes avec la fusion du nucléaire, les techniques solaires, la géothermie.

Cela signifie le retransfert du secteur énergétique dans les métropoles pour rendre total le pouvoir d'en disposer qui jusqu'à maintenant n'était que réduit, car seulement technologique.

On peut aussi observer un tel développement dans le secteur de l'alimentation : « les céréales comme arme toute puissante face au Bloc de l'Est et aux pays en voie de développement » (ministère de l'Agriculture U.S.). Ce n'est pas une exagération, mais cela prouve seulement combien le contrôle stratégique, spécialement de la part des U.S.A., sur le secteur alimentaire est solide.

Les conséquences furent et sont la ruine de l'économie de subsistance des paysans dans le tiers monde et la subvention énorme du marché agricole de l'Ouest face auquel échouent régulièrement les exportateurs du tiers monde.

Entre-temps, et à la suite de la montée en flèche des sciences biologiques prometteuses d'énormes profits, un instrument supplémentaire vient accroître la panoplie des moyens de soumission de l'alimentation mondiale au contrôle de l'impérialisme. Depuis un certain temps, les cartels du pétrole, de la pharmaceutique, de la chimie et de l'agro-alimentaire se sont investis dans la branche des semences, pour se réserver les brevets et le pouvoir de disposer de la fabrication génétique alimentaire de l'avenir. Ainsi, il est question d'une deuxième phase « de la révolution verte », qui s'amorce directement aux racines de la production alimentaire, la culture de semences. Des superplantes à partir de molécules et de cellules biologiques produites dans les laboratoires d'une douzaine de transnationales, comme Shell ou Ciba-geigy, intensifieront la ruine des richesses des différentes formes d'agriculture accumulées pendant des millénaires et cimenteront la dépendance de la production alimentaire mondiale envers la décision d'investissement et des marges de profit de cartels.

La valorisation industrielle des recherches fondamentales de technique biologique s'étend bien au-delà du seul secteur alimentaire. La reproduction de la nature exprime une percée décisive vers de nouvelles formes de fabrication et de produits vers de nouveaux marchés et sources de profit. Les fabriques de bactéries deviennent des sanctuaires de la production d'éléments biologiques et de corps chimiques, le retraitement de la substitution des matières premières par des organismes manipulés par la génétique demeurent dans le domaine du possible.

Et, au-delà de ces opérations finan-

cières de plusieurs milliards que les technologies biologiques ouvrent, ce matériel livre les moyens d'un nouveau contrôle, parfaitement qualitatif, de la population, qui ne reculera nullement devant une emprise directe sur les cerveaux et les corps — surtout ceux des femmes — s'il s'agit d'adapter les individus aux conditions transformées de la valorisation.

Parallèlement à ce projet, l'impérialisme occidental se réserve actuellement par l'entremise de la *Conférence sur les Mers et l'Antarctique*, débattant sur les moyens alimentaires et les richesses de mers et des pôles, les titres de propriété décisifs. D'après la devise : les mers et les pôles doivent appartenir à ceux qui détiennent les moyens et la technologie de les exploiter.

En ce qui concerne la réquisition de l'espace, il n'y eut jamais d'autre principe en vigueur dans l'univers que celui-ci. Tandis que les voyages spatiaux n'ont jamais obéi à d'autres considérations que militaires et furent réservés aux expériences d'information technologique, actuellement le saut vers une « industrialisation de l'univers » est prêt. La fabrication totalement automatisée dans les conditions physiques de l'espace, telles que l'apesanteur, le vide et les différences extrêmes de température, bien que se trouvant encore dans une phase primaire, promet malgré tout aux gros cartels des produits « made in space » d'un tel bénéfice qu'ils investissent des sommes fabuleuses dans ce projet de l'avenir. Dans ce domaine, la concurrence soviétique avec son programme spatial intensivement poursuivi est plus qu'embarrassante.

Mais l'Union soviétique représente aussi l'obstacle principal au projet de

contrôle exclusif sur toutes les richesses décisives. En Sibérie, dans son immense, mais difficilement accessible, territoire minier repose pour elle la possibilité d'autarcie. Et celle-ci doit être brisée, c'est-à-dire que l'Union soviétique doit être concrètement bloquée dans le développement des techniques difficiles d'exploitation et de structuration de ses ressources naturelles par l'endettement et la réalisation d'un gigantesque programme d'investissement militaire. Là aussi ; le but est de lui imposer — comme au Moyen-Orient — le modèle d'une rente foncière, de l'appâter avec des paiements par acomptes pour les droits d'exploitation, et que l'impérialisme contrôle l'exploitation et la structuration, tout en dictant les prix. Les sauts vertigineux des prix du pétrole et du prix des céréales au début des années 70 ouvrent cependant une nouvelle dimension : avec ceux-ci fut largement imposée l'absorption de la masse des revenus dans les métropoles, la suction du stock des devises du Bloc de l'Est et l'extorsion des dernières parités monétaires du tiers monde. Même ce que les Etats de l'O.E.P.C. retirent en profits, recoule sous la forme de pétrodollars recyclés dans les métropoles. Au travers de cette « pression externe à l'économie », les centres impérialistes absorbent par une accumulation immense de capital des sommes billionnaires à l'aide desquelles doit être financée la restructuration complète de l'économie mondiale pour leur seul profit.

Et quelque chose de plus caractérise les nouveaux secteurs stratégiques. Ils sont, dans une mesure jamais vue, capables d'intensifier le capital, ils rendent possible un immense boom investisseur, sans créer simultanément de grande

armée de travailleurs. Au contraire, dans ceux-ci, la demande de travail vivant est réduite dans une telle mesure que l'on peut, à juste raison, parler d'une abolition de la classe ouvrière dans ce domaine. C'est-à-dire qu'ils sont stratégiques en ce que, dans leur sens, l'élimination du travail vivant supprime la lutte des classes. Ceci est dans les faits un pas décisif vers une hégémonie totale du pouvoir.

Les profits supplémentaires des nouveaux secteurs stratégiques qui se réalisent aujourd'hui déjà dans les hausses du pétrole et des céréales introduisent un mécanisme de création de l'argent qui se situe au-delà du travail et de la plus-value et qui devient ainsi un étalon de rentabilité pour les investissements dans les domaines de la production.

Cela signifie que ceux-ci doivent être « intensifs dans la création de plus-value » pour être profitables face à la création de l'argent résultant des céréales et du pétrole. Cette relation interne éclaire les dessous des regrets véhéments quant à « l'aversion de nos entrepreneurs à investir » et leur « manque de capacité à prendre des risques » et explique pourquoi les marchés de capitaux grossissent et que les bourses de la spéculation fleurissent. **Le capital n'utilise plus que des conditions extrêmes pour sa production.** Cela ne signifie nullement une retraite sur quelque « île économique », mais la destruction de toutes les structures économiques et politiques qui se trouvent sur le chemin de la réalisation de ces profits extrêmes. Les obstacles principaux de ceux-ci sont le système





classique de l'usine et le « libre » salariat.

Les usines en tant que point de concentration du salariat et des conditions du capital et comme centre de la lutte des classes sont systématiquement éparpillées et à nouveau restructurées, comme cela fut le cas de la Fiat. Leurs éléments principaux doivent être largement « débarassés des travailleurs ». C'est là que se concentrent la rationalisation et l'emploi de machine à commandes numériques, de robots et d'ordinateurs, pour tenir « à l'écart » toute perturbation dans le déroulement de la production et maintenir à « l'extérieur » la lutte de classes.

Cependant la rationalisation a aussi, à côté de son calcul économique, une visée essentiellement politique : « entraîner les individus pour qu'ils perdent leurs habitudes irrégulières de travail et s'identifient à la régularité immuable du robot perfectionné » (Ure). Dès que possible les autres domaines sont transférés de telle sorte que la classe ne soit nulle part centralisée, mais qu'elle soit atomisée pour pouvoir l'éroder à l'extrême dans des relations de travail sans garantie. C'est-à-dire au-delà de toute relation de droit et de toute relation de salariat. De plus en plus, cela se concrétise dans des conditions de travail limité, d'intérim, de travail à mi-temps, saisonnier et à domicile ou, le plus simplement du monde, sous la forme de travail impayé comme le soi-disant « travail pour soi », le travail de subsistance et le plus souvent oublié, les petits travaux qui sont appropriés et non pas achetés.

Le fait que seules soient prises en compte les conditions extrêmes de la valorisation du capital va faire grossir « l'armée des superflus » et laissera de plus en plus la force du travail, même la moins coûteuse, inutilisée. Ainsi, c'est spécialement dans le tiers monde que l'on peut observer cette tendance, à savoir que l'impérialisme préférera laisser mourir de faim des régions entières plutôt que de les exploiter.

Ceci est la réponse du capital au cycle des grèves et des luttes des déclassés entre 1967 et 1974 et simultanément le levier pour l'élimination du travail salarié « libre », même pour ses propres représentants, le travailleur des métropoles, travailleur homme et blanc, dont la « liberté », complètement irréaliste, résidait en cela même : vendre sa force de travail pour un emploi permanent et un salaire qui suffise à la reproduction d'une famille.

Le prototype de ces rapports de production définis comme « central » ne fut jamais qu'une forme de l'exploitation dominante, dans une certaine phase du capitalisme, et réduite à quelques régions de la terre. C'est-à-dire les centres de l'accumulation du capital. A partir de cela, l'élimination du travail salarié garanti, signifie la généralisation des conditions de travail auxquelles la majorité des individus du tiers monde et les femmes sont depuis longtemps soumis, car les « fruits sauvages » de leur travail furent toujours le fondement matériel de la richesse dans les métropoles.

« Je crois que nous vivons le moment historique où le « pilier » de la production capitaliste, le salarié libre ou prolétaire disparaît définitivement. Il s'agit de ce travailleur qui depuis le 19^e siècle est « l'image classique de l'être exploité par le capital » et pour cela appelé à être subjectivement, celui qui bouleversera la société. Tout au moins, c'est aussi essentiellement ce travailleur en vue, même s'ils ne le nommaient pas prolétaire, mais classe moyenne, « majorité silencieuse », etc. Car le prolétaire n'est pas seulement l'ouvrier d'usine, mais fondamentalement tous ceux qui gagnent leur vie au moyen d'un salaire. (...) Ce type de travailleur salarié représente malgré tout une sorte de majorité chez nous, il soutient la société, la démocratie, il

était l'électeur (...) » (tiré de : les femmes, la dernière colonie).

Depuis longtemps déjà, dans la théorie féministe, il a été évoqué qu'avec l'élimination du salarié « classique » disparaît son complément « le sujet révolutionnaire classique » et que la question du protagoniste des changements révolutionnaires de l'avenir doit de nouveau et dans sa complexité être posée.

Au-delà de cela, la destruction des structures économiques amènera des conséquences politiques explosives car avec elle les démocraties bourgeoises et leur systèmes politiques seront foutus. Le capital s'ingéniera à bouleverser la société avec une telle violence économique et sociale qu'aucune comparaison sur la brutalité des crises d'accumulation et leurs effets passés ne peut être faite.

L'Etat en tant que garant de ce « processus de destruction créateur » — comme le capital aime à le caractériser — qui, en réalité, est un processus de destruction des êtres humains et de la société, ne pourra assumer cette tâche sous la forme organisationnelle et politique actuelle, avec l'échelle de violence institutionnelle et technologique dont il dispose. Les tensions et les ruptures provoquées seront par trop explosives pour être soumises par le système dominant « de gouvernement à majorité réduite ». C'est ainsi que, depuis un certain temps, de nouveaux modèles de domination sont projetés dans les bureaux des dirigeants de la Trilatérale, car les « systèmes de gouvernement de l'hémisphère Ouest sont devenus trop démocratiques. » C'est aussi à la « dépolitisation de problèmes-clés » comme l'armement, le chômage et l'inflation qu'il est intensivement travaillé, avec la notion que le contrôle démocratique serait détournable.

Les formes dont se doteront en dernière instance les Etats hégémoniques métropolitains ne se laissent nullement prévoir. Surtout que de tels plans se

transforment constamment lors de leur confrontation avec la réalité. Déjà, les instruments de pouvoir de l'embrigadement total, du contrôle et de la surveillance sont planifiés en toute hâte.

Longtemps, nous fûmes de la même opinion que l'ex-« gauche prolétarienne », comme quoi actuellement le fascisme n'a plus besoin de conquérir le ministère de l'Intérieur. Celui-ci, grâce à la structure fasciste de l'Etat, contrôle avec efficacité et sans difficulté le pays. Nous ne sommes plus tout à fait sûrs que cela suffise. Nous croyons que ce raisonnement dérivait des relations politico-économiques de l'après-guerre, qui aujourd'hui s'éteignent. Si les dirigeants disent aujourd'hui qu'ils doivent dans tous les cas « gagner la bataille pour dominer les esprits des peuples », alors cela indique qu'avec seulement une surveillance, le bétonnement, l'atomisation et la narcose télévisée, « une léthargie du patient » n'est plus garantie.

Le système capitaliste de « l'Ouet libre » n'a jamais eu besoin, en 40 ans, de légitimation/justification, en dehors de l'offre de marchandises. Maintenant, il va en avoir besoin. Comme il n'en existe aucun, il devra mobiliser idéologiquement et organisationnellement la société pour pouvoir détourner et canaliser les dangereuses confrontations qui verront le jour à l'intérieur de celle-ci ; les révoltes, les pillages et les « Riots ». Mais la seule idéologie radicale de combat dont dispose l'impérialisme est le fascisme/sexisme/racisme et le syndrome nationaliste. Les premiers prémices alarmants de ce tournant « spirituel et moral » peuvent être observés dans toutes les métropoles. Le potentiel de haine et de désespoir produit par la paupérisation sociale et économique devient plus systématique, canalisé vers le « bas » et, explosant en haine des femmes et de l'immigré, se tourne en encerclement « de l'autre », du non-allemand, du non-français, des non-hommes, du non-blanc, et doit toujours plus être satisfait

nationalement par les interventions militaires aux Malouines, au Tchad, au Liban et à la Grenade.

Tout aussi systématiquement, la brutalisation des enfants et des adolescents est renforcée par la violence sur vidéo, le viol ou l'image de l'ennemi transmise par les jeux télévisés qui, plus tard, s'exprime lors de matchs de foot, de chasses aux Turcs et atteignent leurs « points chauds » fascistoïdes par le viol en groupe. « L'enfer ce sont les autres », (Sartre) : la violence contre les femmes et « les autres » — c'est la nouvelle marchandise, qui en tant que « logiciel/software » rend possible une expansion du marché pour les « hardware » des vidéo-record, ordinateurs et des jeux sur télé. C'est ici que nous voyons que la guerre comme solution à la crise s'effectue déjà dans les esprits et dans l'inconscient de millions d'hommes, jeunes et vieux, dans cette société, que les agressions sont dirigées vers les femmes, les immigrés, les gens de couleur, les « sous-développés ».

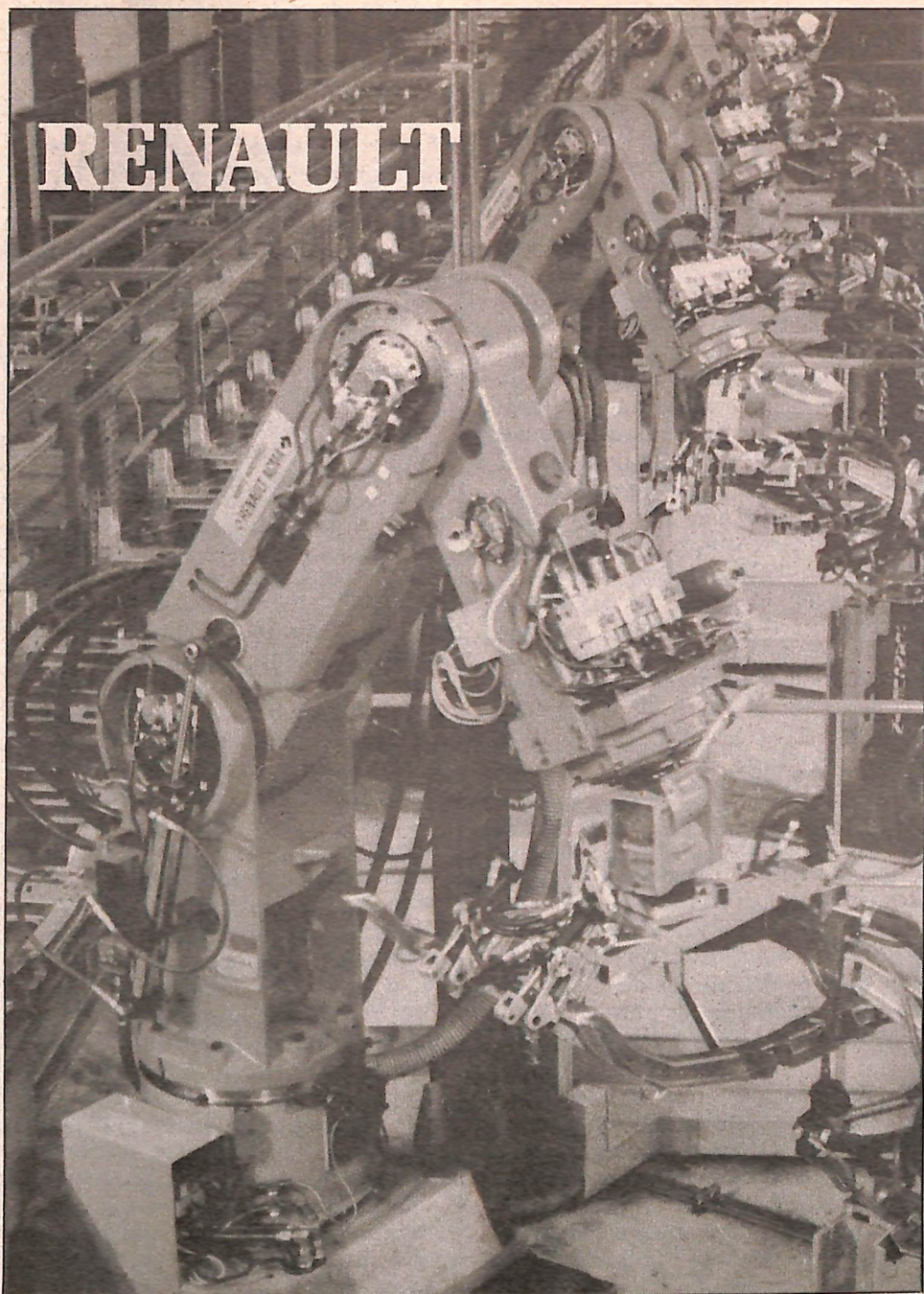
Ce n'est que dans une opposition apparente à cette stratégie politico-économique agressive que se tiennent les « figures intègres » représentées par un « comédien sans défense » ou un « père du Pfalz » (ou d'une force tranquille). Ils sont surtout les protagonistes idéaux d'un impérialisme explosif vers l'intérieur et l'extérieur, avec un cœur pieux et l'âme vibrante d'une libellule. Même leurs « insuffisances » — si souvent déplorées ou desquelles on se moque — attirent l'attention en la détournant des faits brutaux qui sont créés. Faits qui n'ont rien à voir avec « le conservatisme réactionnaire » ou « les préceptes des années 50 », mais bien plus avec les nouvelles stratégies impérialistes qui :

- ruinent complètement le tiers monde ;
- poursuivent la désintégration du Bloc de l'Est et sa soumission totale aux conditions de valorisation capitaliste, avec tous les moyens politico-économiques et militaires possibles ;
- suppriment dans les métropoles le salariat « libre » pour pouvoir atomiser la classe et l'éroder sous des conditions d'exploitation et d'oppression extrêmes ;
- mobilisent la société, pour concentrer le potentiel de haine et de désespoir qui naît de cette paupérisation sociale vers le « bas », sur les femmes, les immigrés, les « autres » ;
- et se disposent, à travers l'occupation de nouveaux secteurs stratégiques, à soumettre à sa violence possessive les conditions fondamentales de toute existence et production humaines, c'est-à-dire l'alimentation, l'énergie et les matières premières.

Nous n'avons pas fait cette analyse de l'impérialisme actuel et à venir parce que nous trouvons les conditions actuelles trop douillettes et que, pour cela, nous voulons peindre sur les murs une vision terrifiante, dans l'espoir d'agiter les gens. La sensation d'impuissance ne fut jamais une force stimulante, à partir de laquelle peut se réveiller une énergie révolutionnaire. Nous avons fait cette analyse parce que le « surarmement » n'est qu'un morceau du puzzle dans la stratégie impérialiste qui, séparé du contexte, n'est pas compréhensible. La marée de discussions apparentes qui depuis des années nous noie, en est la meilleure preuve.

Ce n'est que si nous essayons de comprendre les dessous du stationnement des missiles, son but impérialiste, que nous aurons la possibilité de percer les mécanismes de séparation et de domination, que nous pourrions développer les points de rupture dans les « projets de l'avenir » à partir desquels la résistance s'intensifiera.

Sinon, ce sont ceux qui sont les investigateurs d'un « nouvel ordre mondial » qui profiteront de notre confusion. □



Action Directe

Nous avons fait dans les premiers numéros de l'Internationale des dossiers sur les luttes aux Etats-Unis, au Canada, au Pays Basque. Nous avons décidé aujourd'hui de consacrer celui-ci à la lutte d'une organisation communiste ici. Nous ne connaissons pas de frontières, et surtout pas de frontières intérieures. Nous laissons l'exotisme à d'autres, et la volonté de répression, s'il le peut, à l'Etat.

La décision est intervenue après la réception de plusieurs textes de cette organisation, envoyée à l'Internationale comme apparemment à d'autres groupes, organisations, journaux. Combien serons-nous à les faire connaître, à permettre le débat.

Action Directe est aujourd'hui une organisation communiste avec son histoire, son identité, ses analyses, sa pratique et sa progression. Qui pourrait le nier au-delà des désaccords (ou des convergences). L'Etat qui ne veut se voir se développer aucune continuité qui, nécessairement le met en cause. Les militants gauchistes de toute sorte, de mauvaise foi parce que souvent de mauvaise conscience.

Pour nous, Action Directe existe. Action Directe analyse. Action Directe propose une pratique. C'est cela qui doit être discuté. La référence fondamentale au communisme, l'affirmation originale et constante à l'Internationalisme qui aboutit aujourd'hui à l'affirmation que toute lutte ne peut être qu'internationale,

que l'internationalisme n'est pas un slogan mais une pratique, les arguments qui sous-tendent cette infirmation, tout cela doit être examiné, les textes théoriques forment le fondement de cette discussion.

Mais Action Directe, c'est aussi l'affirmation constante d'une volonté de lutte, d'une sensibilité extrême à l'oppression et l'exploitation. Sensibilité qui s'exprime dans toute son action.

Alors Action Directe nous intéresse. C'est pourquoi aujourd'hui nous publions la chronologie des actions revendiquées par cette organisation, un texte paru dans une brochure de Défense Active (groupe qui pratique la solidarité envers les prisonniers politiques) où Action Directe explique son action après mai 81, lors de la visite de Reagan et lors de l'invasion au Liban, texte où cette organisation explique clairement le caractère fasciste des attentats-massacres très souvent habilement attribués par les médias aux organisations révolutionnaires, et un texte récent de cette organisation sur la politique de restructuration et de guerre menée par le capital.

L'arrestation de membres de cette organisation n'a pu que nous renforcer dans la volonté de faire ce dossier, car nous pensons que nombre de lecteurs de l'Internationale auront alors le désir et la volonté d'entamer la discussion avec eux.

Et de faire ainsi progresser collectivement la réflexion sur les nécessités et les possibilités révolutionnaires ici. □

Chronologie d'une lutte organisée

1 mai 1979 : un commando attaque le siège du patronat. C'est la première action revendiquée Action Directe après une longue liste revendiquée Coordination Autonome (entre le printemps 1977 et 1979 : une soixantaine d'attentats).

Début août 1979 : expropriation de la perception de Condé-sur-Escaut. Butin : 1,7 milliard de centimes. Cette action a été réalisée en liaison avec l'organisation Action Directe.

15 septembre : attentats contre le ministère du Travail et le ministère de la Santé.

16 septembre : attentat contre la société Sonacotra (société gérante des foyers pour travailleurs immigrés). Un commando attaque la même journée les locaux du ministère du Travail et le secrétariat aux Travailleurs Immigrés.

27 septembre : attentat contre les locaux du CNPF (Patronat) chargé de l'emploi pour la région parisienne.

3 et 5 février 1980 : attentat contre la direction de l'inspection du Travail.

10 février : attentat contre une société immobilière, UPCI.

12 mars : attentat contre une autre société immobilière qui, comme la précédente, est chargée de la « rénovation » des quartiers populaires de Paris.

14 mars : attentat contre les locaux de la DST (police secrète), principalement des bureaux de surveillance des activités politiques des travailleurs et étudiants étrangers.

16 mars : un commando attaque le ministère de la Coopération et le ministre, Galley, échappe de justesse aux balles.

27-28 mars : 32 personnes sont arrêtées dans le cadre de l'enquête sur l'organisation Action Directe. De nombreux attentats suivent ces arrestations, contre le groupe anti-terroriste GIGN (le 30), à Toulouse, contre le commissariat et le Palais de Justice, contre un journaliste, etc.

4 juillet : un commando attaque et occupe la mairie du 14^e arrondissement de Paris. Il exproprie plusieurs milliers de documents administratifs (cartes d'identité, passeports...), ainsi que les machines correspondantes.

28 août : lors de l'expropriation d'une banque, à Paris, une fusillade a lieu entre le commando et la police.

13 septembre : arrestation d'une dizaine de membres d'Action Directe.

17 septembre : un commando attaque l'Ecole de Guerre à l'intérieur de l'Ecole Militaire.

15 avril : fusillade à Paris, un policier est abattu. La police accuse « AD » d'avoir exécuté cette expropriation, alors que l'organisation avait décrété une trêve pendant les élections.

août et septembre : après l'élection de Mitterrand, « AD » lance une campagne

de grève de la faim pour l'amnistie, contre les quartiers spéciaux, et pour l'amélioration des conditions de vie quotidienne dans les prisons. De nombreuses opérations ont lieu pendant cette période. Tous les détenus sont libérés suite à cette lutte.

Novembre 1981 à août 1982 : Action Directe lance une campagne contre le travail noir et les conditions de vie des immigrés. Plusieurs immeubles vides sont occupés dans le ghetto de Barbès, à Paris, ainsi que de nombreux ateliers clandestins. La lutte sera marquée par de nombreux incidents avec les forces de l'ordre.



22 décembre 1981 : Laouri « Farid » Benchelal est assassiné au commissariat central d'Helsinki (Finlande). Un membre de l'organisation est capturé après une expropriation.

24 et 25 décembre 1981 : 7 attentats contre des magasins de luxe à Paris et en province (Rolls Royce, etc.).

Février 1982 : Gabriel Chahine, indicateur de la police politique est exécuté. La police accuse Action Directe.

19 février : attentat contre le local des organisations fascistes turques à Paris.

30 mars : action en coordination d'Action Directe et de l'organisation révolutionnaire turque « THKP-C MLSPB » contre l'antenne du ministère de la Défense israélienne à Paris.

Fin avril : un attentat détruit le siège de l'organisation dans le ghetto de Barbès, quelques heures après une perquisition de la police.

Juin : lors du sommet de Versailles des pays « développés », l'organisation fait plusieurs opérations. Contre la « World Bank », le FMI, une multinationale agro-alimentaire, la Bank of America, le collège américain...

Début août : opérations lors de la bataille de Beyrouth. Occupation du siège de la Chase Manhattan Bank et expropriation, mitraillage de la voiture d'un diplomate israélien, attentats contre une banque et une société israéliennes, plusieurs autres opérations dont une contre un journal d'extrême-droite, le jour de l'annonce par le gouvernement de la dissolution de l'organisation. □

ACTION DIRECTE

UNITE COMBATTANTE MARCEL RAYMAN

Lorsqu'en Aout 1982, refusant le silence qui accompagnait le déferlement des troupes de Tsahal sur le Liban, nous sommes intervenus, nous avons revendiqué notre appartenance au peuple juif.

Ni religieux, ni "nationalistes" mais seulement attachés à une tradition de combat anti-capitaliste des Franc-Tireurs-Partisans M.O.I. à la Division Betvine des Brigades Internationales, du Bund aux camarades américains du début du siècle.

Juifs indignés de voir certains de ceux qui ayant vécu cruellement l'horreur du fanatisme nazi et staliniens sombrer dans un racisme fanatique justifiant les camps d'internement, les lois raciales (Cisjordanie, Gaza) et la répression généralisée.

Juifs, qui n'accepterons jamais la facilité qui permet à certains de faire rimer Juif et sioniste, antisémitisme et antisocialisme.

Alors que plus des deux-tiers d'Israël des Juifs vivent en diaspora, l'Etat Israélien, relayé par les notables, parle et reprime au nom du peuple juif, s'appropriant l'histoire, falsifiant l'histoire (les combattants du ghetto de Varsovie ou de Bessada n'étant plus que des sionistes convaincus), niant le combat de milliers de communistes juifs.

Israël sert l'imperialisme américain. Cet Etat, dont l'idéologie "prussienne" repose sur un militarisme boy-scoutisé et sur une ghettoïsation par clique, est le larbin idéal pour les basses oeuvres des U.S.A. au Proche-Orient et même ailleurs :

"L'ère d'interêt militaire d'Israël s'étend dans les années 80 au delà du monde arabe et englobera des pays tels que la Turquie, l'Iran, le Pakistan et jusqu'à l'Afrique du Nord et l'Afrique Centrale."

Ariel Sharon 18 Avril 1982

L'Etat Israélien collabore avec les juntes fascistes d'Amérique Latine (Salvador, Guatemala, Honduras, Nicaragua jusqu'à la chute de Somoza) livrant des armes, envoyant des conseillers militaires "spécialistes de l'anti-insurre tion".

Maintenant d'entretenir les meilleures relations avec le régime raciste du Cap, il a participé à la réalisation de la bombe Sud-Africaine, arme de chantage sur les Exm Bantoustans.

ACTION DIRECTE dans la continuité de sa lutte anti-imperialiste combattra tous les rats malfrants au Moyen-Orient, ici ou ailleurs.

Aujourd'hui, plus que jamais, révolutionnaires Juifs et Arabes nous devons être unis.

ACTION DIRECTE
UNITE COMBATTANTE MARCEL RAYMAN

C'est toujours la même machine à érire

Guerre et restructuration

Ce texte nous est parvenu tout récemment. Il exprime les analyses d'Action Directe sur la stratégie de guerre et de restructuration du capital, et son histoire telle qu'elle peut la comprendre à la lumière de son expérience et du développement politique.

Comme toujours, face à la prise de conscience des masses, des conditions qui leur sont réservées dans le capitalisme, les Etats européens ont, en interaction avec la politique agressive des USA, globalisé et mercantilisé les gestes de révolte et de désespoir qui s'élevaient contre leurs menées.

La pacification des esprits

Dans une logique qui est propre à leur système de production, ils ont, en valorisant à l'extrême les gestes de refus de leur politique hégémonique, partialisé, atomisé et rendu inflationniste un mouvement qui portait en son sein les notions d'internationalisme.

En fin de compte, l'analyse et la critique concrète de ce qui se passe et de ce qui s'est passé, n'a jamais été exprimé clairement. Alors que partout en Europe se développait un mouvement d'attaque, chacun, à l'intérieur de ses frontières, refusait le sort maintenant bien ancré, de la réalité impérialiste, par refus des misères interposés.

Par décret étatique affirmant que « l'automne sera chaud », chacun et tous se virent concernés et naturellement chacun et tous réagirent avec la passion exacerbée de leurs habitudes quotidiennes : la révolte ou le désespoir, la violence ou la non-violence. L'habitude d'agir en être non concerné déploya sur le terrain les habitudes de gens concernés : la soumission, la peur, le désespoir et le besoin de survivre, en les canalisant à l'intérieur du mouvement, les opposant concrètement à toutes les intentions concrètes de construction révolutionnaire réelle.

Très peu virent ou voulurent voir qu'il s'agissait là d'une inflation et d'un mercantilisme orchestré par les Etats contre tout désir de résistance dans l'avenir.

Qu'il s'agissait pour les Etats européens de séparer et d'isoler toute volonté de construction révolutionnaire radicale, violente. De mobiliser et d'idéologiser les êtres des différents Etats pour les soumettre aux conséquences agressives de leur politique, en les liant au fait établi de leur hégémonie.

De neutraliser et de désespérer par la multitude des attitudes de soumission, la qualité qu'exprime la construction révolutionnaire radicale.

L'automne chaud fut le moment d'une guerre psychologique menée par l'Etat et dont le but était de **contrecarrer la possibilité de construction d'un pôle révolutionnaire radical.**

Non pas en tant que contre-mouvement, mais **au sein des masses.**

Aujourd'hui, il reste au mouvement révolutionnaire à développer dans ses avancées au sein des masses, la construction de la révolution et **non pas de se laisser déterminer par les escarmouches que lui livre l'Etat.**

Aujourd'hui, comme nous l'avons exprimé dans notre texte « *une tâche révolutionnaire, le combat international* », nous pensons que l'internationalisme réel

et pratique est **une nécessité stratégique** et non un slogan idéologique.

A travers des divergences et des oppositions, ce point de vue est commun à diverses organisations communistes et à divers prolétaires en Europe : « *il [l'internationalisme] est en synthèse, diffusion de la puissance des messages révolutionnaires, de la puissance de leur critique radicale aux conditions sociales et politiques existantes ; il est information pour combattre ensemble et unis pour vaincre* » (Groupe d'Elaboration 16 mars, Palmi 1981).

« *La politique révolutionnaire ici est la stratégie qui conçoit l'ensemble de la résistance dans le cadre de la réalité quotidienne ici, comme processus de lutte de libération, et la comprend comme partie, secteur et fonction des luttes mondiales dont seule l'action combinée permet d'atteindre le but* ». (RAF, mai 82)

Voir aussi la revendication des BR pour la construction du PCC à propos de l'exécution de Hunt.

Le pacifisme, lui, dans l'impossibilité, liée à ses origines sociales, de saisir la nature véritable des enjeux, l'ensemble de la stratégie impérialiste, de développer une ligne politique révolutionnaire constructive, porte en lui la raison même de son échec, et ceci s'est vérifié par son incompréhension des systèmes de valorisation mis en jeu pour l'éliminer.

Partiel dans son expression, le pacifisme, par son échec, non seulement donne une justification idéologique à la pacification, mais il lui offre de plus, par sa propre pacification la possibilité de globaliser et d'intensifier la tendance générale à la guerre.

« *Il faut éclaircir tout de suite un point. Ce qui caractérise la phase actuelle par rapport au conflit de 1939/1945, ce n'est pas tant la puissance des moyens de destruction que l'extension désormais mondiale de la guerre de classe, la présence de la guérilla communiste ou l'existence de conditions favorables à son développement dans chaque coin du monde et particulièrement dans les métropoles* », (Brigades Rouges, « *L'Abeille et le Communiste* », septembre 1980).

Nécessités capitalistes de la restructuration

« *Plus la production capitaliste se substitue à des types de production rétrogrades, plus se resserrent les limites du marché imposées par la recherche du profit, contrecarrant les besoins d'expansion des entreprises capitalistes existantes* », (Karl Marx).

L'impossibilité pour le capital de connaître des phases de stagnation prolongée, la nécessité de l'accroissement des taux de profits, la crise de surproduction absolue dans les centres depuis plus d'une décennie, caractérisent l'actuelle phase historique par la généralisation de la crise.

Sa loi, qui tend à la reprise de l'accumulation, de l'élargissement de sa production, le pousse à mettre la main sur les zones et les pays n'étant pas encore fondamentalement entrés ou étant partiellement sortis de l'aire de production capitaliste.

En effet, malgré les divers systèmes politiques qui aujourd'hui partagent le monde, ce ne sont nullement des intérêts idéologiques qui sont en jeu, mais bien la réalisation de l'intérêt économique capitaliste et de la pénétration du monde par le mode de production capitaliste.

Aujourd'hui, lorsque les oppositions sont exprimées sur fond politico-idéologique, elles n'expriment rien

d'autre que les obstacles et les contradictions que le capitalisme rencontre dans sa politique agressive d'hégémonie. Elles expriment son insuffisance et la façon dont il transmet celle-ci à ses mercenaires et soldats, pour ouvrir de nouveaux fronts ou pacifier ses arrières en vue de la réalisation d'un nouvel ordre mondial de domination.

Lorsque le capital est contraint de concrétiser par un saut qualitatif sa composition organique, lui permettant une valorisation maximale de la révolution technico-industrielle, il ne le fait qu'en détruisant « *les forces productives superflues* » et les moyens de production dépassés. Et cela tant en termes de valeur qu'en termes physiques.

Sa lutte pour s'assurer la suprématie sur le marché mondial est quotidiennement vécue par les masses planétaires confrontées aux réponses technologiques et militaires, qu'il apporte aux limites infranchissables, inhérentes à son expansion. Et les masses vivent de plus en plus sous des formes de domination brutale et de pénurie, d'expropriation totale de tout moyen de survie : guerre, chômage, faim, paupérisation et pacification.

Tandis que la généralisation de la crise dévoile toujours plus la symbiose démocratie-guerre (mondialisant la guerre comme condition objective de sauvegarde de la démocratie), pour la perpétuation de l'unilatéralité des échanges et de la domination du marché mondial par l'Occident, tout en accroissant la misère, cette misère « *qui fait que le Lazare prolétaire sort de sa tombe du manque de ressources pour entrer dans le baignoire de la fabrique où il subit les tourments du surtravail et vice-versa. Et, si cette misère augmente, c'est parce qu'elle augmente sans cesse le nombre des prolétaires enfermés dans l'alternative impitoyable : ou bien s'échiner pour le capital ou bien crever de faim. C'est uniquement dans le mode de production capitaliste que le travailleur crée lui-même les conditions de sa déchéance — du chômage croissant — au fur et à mesure qu'il développe les forces productives* », (Marx).

Dans la pratique, la multiplication de la sous-traitance, l'élargissement de la coordination par l'informatique des noyaux de fabrication, leurs modalités, l'intérim soulignent la perte en qualité de la force productive humaine nécessaire (les travailleurs) ; qualité transmise de fait au moyen de production en tant que capacité créatrice, mais génératrice pour l'homme, de manque, de besoins insatisfaits, condition nécessaire à l'accumulation du capital.

Aujourd'hui, les deux axes de la restructuration sont : la réalisation simultanée de l'unilatéralité de l'accumulation et le développement d'une « *économico-idéologie* » de guerre capable de perpétuer l'offensive guerrière des démocraties, développant parallèlement un projet politique de pacification et de collaboration, dans les centres et dans les périphéries, sous l'égide d'un nouvel ordre de domination mondiale.

C'est dans ce but qu'est conçu le développement et l'utilisation du militarisme. Il permet de soumettre les moyens de production et les forces productives des pays périphériques, en concrétisant par les armes la recolonisation existant de fait par la dépendance économique et politique du tiers monde et des pays socialistes. Tandis que dans les métropoles la pacification s'accompagne d'une colonisation des esprits et des corps en canalisant la « *terreur sourde régnante* » par une militarisation de l'économie.

En fait, dans le mouvement que le capital impulse et dans ce que détermine le militarisme, il ne s'agit plus seulement de la simple reproduction du capital par celle de la force de travail (société de consommation, chute des taux de profit par la stabilisation des forces et le développement antagoniste de leurs qualités), mais de la reproduction productive du capital par la consommation directe, l'attachement des forces productives à une nouvelle notion de quantité et de sécurité fondée sur la violence et la terreur quotidienne que le capital développe pour sa survie existentielle, par la guerre dans le tiers monde et la menace de nucléarisation des conflits économico-stratégiques.

« *La tendance à la guerre vit dans chaque aspect des rapports sociaux capitalistes jusqu'à arriver sous une forme contradictoire dans la conscience même des prolétaires* », (BR, Colonne Walter Alasia).

Le nouveau consensus ainsi recherché, tout en déplaçant la production hors de l'usine pour neutraliser les antagonismes de classes qui y étaient une dimension centrale, centralise alors la société

Continu commu

C'est dans l'histoire des luttes des prolétaires contre l'exploitation et l'oppression capitaliste que se situe pour nous la continuité du projet communiste d'Action Directe.

Action Directe se forme à la suite de la deuxième phase de la guérilla en Europe de l'Ouest.

La première phase est constituée, avec l'action d'Heidelberg menée par la RAF, par l'apparition de la nécessité et de la possibilité de la lutte armée révolutionnaire qui lie la volonté de libération des peuples du tiers monde et des prolétaires des métropoles. La deuxième phase, avec les actions Scheleyer/Moro est marquée par l'anticipation de la lutte armée en tant que détermination de la dialectique construction/destruction. C'est dans et comme expression de cette phase que se forme, durant l'été/automne 1978, Action Directe.

Suit alors une phase d'actions conçues par rapport à la situation politique et la nécessité stratégique et tactique de l'implantation de la lutte armée, et liant l'organisation à la lutte de masse contre les symptômes, particuliers à la France, de l'impérialisme. Contre l'interventionnisme impérialiste de la France dans les pays du tiers monde : des actions sont menées contre les centres de gestion de cette politique, le ministère de la Coopération et l'Ecole de guerre. Contre la politique sociale de l'Etat : l'attaque du siège du CNPF, des bureaux de la Délégation à l'Emploi, de la Direction de l'Inspection du Travail, des ministères du Travail et de la Santé. Contre la répression des luttes des travailleurs immigrés : la destruction du siège de la Sonacotra et de deux officines chargées de l'expulsion de locataires dans les ghettos, l'attaque contre l'antenne de la DST, chargée de la surveillance des ac-

Une nécessité stratégique

comme unité et cause de production du militarisme : « Décomposition et différenciation n'opèrent pas seulement au niveau matériel, mais au contraire ont un objectif beaucoup plus ambitieux : transformer l'ouvrier en "homme du capital", pur appendice, sans vie et sans histoire, de la machine. Et cela n'est possible qu'en anéantissant la mémoire historique collective de la classe ouvrière », (BR, Colonne Walter Alasia).

OTAN, instrument d'unification politique et militaire du capital

Aujourd'hui l'OTAN est la forme particulière que prend l'impérialisme pour généraliser, au travers de son mode de production, son hégémonie.

L'impérialisme s'est doté d'un système transnational d'offensive extérieure et de contre-révolution intérieure. L'OTAN, c'est l'instrument total et totalisant de la propagation du système absolu. Il agit comme coordination globale de la croisade du monde « libre », c'est-à-dire des intérêts fondamentaux multinationaux. Graduellement, l'OTAN a abandonné son rôle seulement militaire pour gérer des stratégies politiques et économiques.

Aujourd'hui l'OTAN signifie

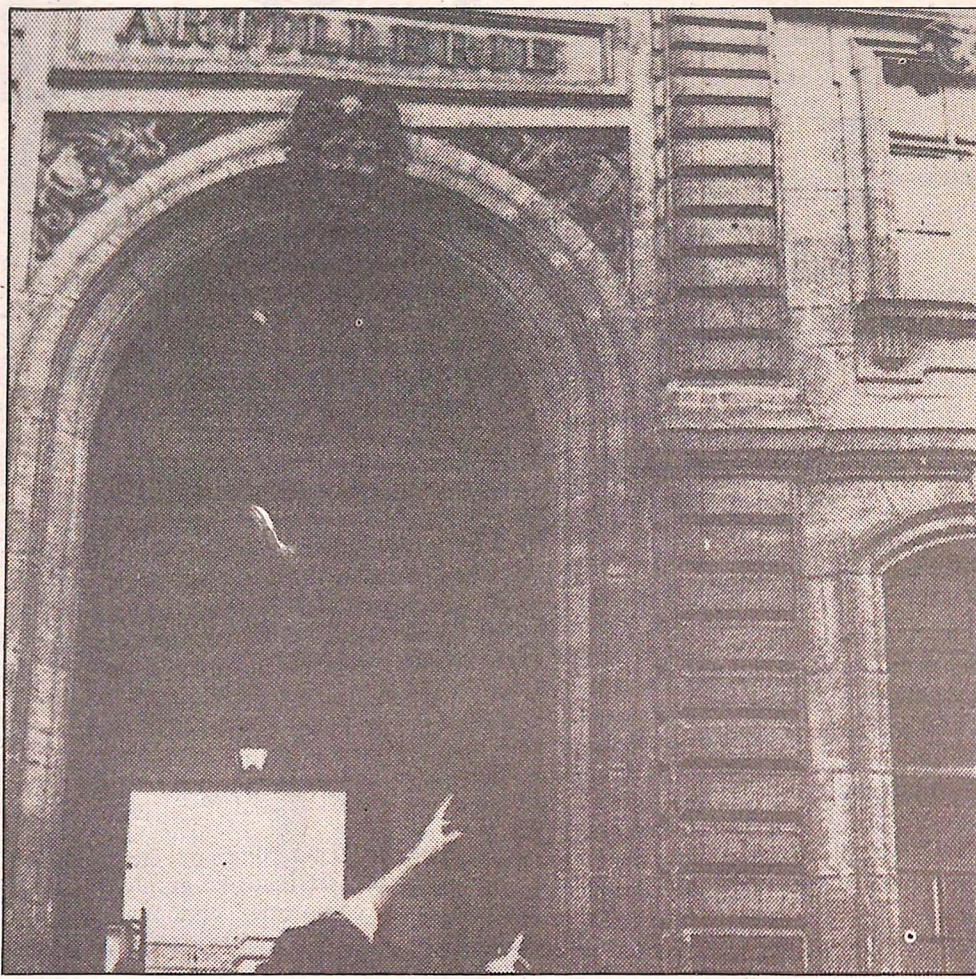
guerre impérialiste et contre-révolution intérieure.

L'OTAN est unité productrice de destruction des antagonismes de classe grandissant, face à « un monde de la richesse qui gonfle devant l'ouvrier comme un monde qui lui est étranger et qui le domine à mesure qu'augmentent pour lui pauvreté, gêne et dépendance », (Marx), et l'expression de la crainte que les capitalistes ont de ce que les incessantes guerres de l'ère impérialiste fassent entrer des millions et des millions d'hommes et de femmes dans la masse de ceux qui n'ont plus rien à perdre.

En tant qu'unité de production destructrice, l'OTAN ne vise pas tant à la destruction par la guerre de structures étatiques étrangères que, plutôt et surtout, à la conquête de territoires nouveaux pour le mode de production capitaliste et à la soumission des prolétaires du monde entier à celui-ci.

La tendance à la guerre des Etats impérialistes s'exprime aujourd'hui par la nécessité de soumettre la classe prolétaire de plus en plus à son hégémonie, en mondialisant son mode de production. C'est la condition aujourd'hui de l'accumulation.

Aussi, attaquer, aujourd'hui, l'OTAN, c'est anticiper l'émancipation prolétarienne de toutes les formes d'exploitation et d'oppression. □



Unité d'un projet niste

tivités des organisations de travailleurs immigrés en France.

A cette phase d'implantation de la lutte armée succède celle de la construction révolutionnaire au sein de la classe et le refus de se laisser désarmer par la troisième voie. Alors que la première phase tendait à l'implantation de la stratégie à l'intérieur des ghettos prolétaires, la seconde phase de ceux-ci en renouant aux lignes du développement global de la stratégie.

Des bâtiments occupés de Barbès, de cette lutte, nous ayant apporté l'indispensable compréhension dialectique classe/mouvement révolutionnaire/organisation communiste, malgré sa parcellarité, est née la **nécessité du saut qualitatif à la globalisation de la rupture et à l'optique résolument internationaliste de notre développement.**

Dans les ghettos, nous avons compris, pratiquement, que la conscience prolétarienne ne pouvait accepter aucune séparation. Que la ré-homogénéisation de la classe passait par l'internationalisme, autant dans les métropoles que dans son développement dans le tiers monde.

Nous ne cherchions nullement des contacts internationaux, mais pratiquions à travers nos actions l'internationalisme ici. Que ce soit par nos interventions politico-militaires avec les organisations communistes turques, ou notre concours aux projets révolutionnaires de camarades italiens, etc. Cette phase se concluait par nos interventions contre la Banque Mondiale, le FMI et la Chase Manhattan Bank.

La phase actuelle est avec le saut de l'organisation dans la lutte contre la globalité de l'expression de l'impérialisme, aussi en France par la campagne contre l'invasion et les massacres sionistes au Liban, le point de rupture avec toutes les formes partielles de pacification qu'emploie actuellement l'impérialisme.

Celle-ci est compréhension et pratique agissante de l'idée et de la nécessité du combat communiste international contre toutes les formes que prend l'impérialisme pour imposer son hégémonie.

Nullement retraits du terrain de la dialectique révolutionnaire construction/destruction, elle est au contraire construction dans la rupture que signifie l'organisation révolutionnaire communiste et destruction de la pacification/et des ruptures établies au sein de la classe.

Actuellement, ce qui fait toujours espérer la mise à mort d'Action Directe et ce qui l'a desservie, c'est l'histoire des organisations communistes qui l'ont précédée depuis 1968 : la NRP et la GP, qui s'est dissoute en 1973 dans un grand mélo quotidienniste-réformiste.

La volonté révolutionnaire des militants de ces organisations a été conduite, par le gauchisme immédiatiste, dans l'impasse. Toute une génération de militants porte en elle l'incapacité de dépasser cette défaite.

Les GARI, victimes de leurs luttes parcellaires, à la limite de l'antifascisme, ont été dans l'incapacité de transformer en mouvement de rupture l'énorme soutien dont ils bénéficiaient.

Les Brigades Internationales, qui ont assuré une tâche spécifique, vu leur composition et leurs actions, furent elles aussi dans la même incapacité de construire un pôle réel de lutte révolutionnaire.

Les NAPAP, organisation communiste, n'ont jamais pu, durant leurs quelques mois d'existence, construire sur les acquis de leurs actions politico-militaires.

Les groupes autonomes libertaires (CLODO, Groupe Ulrike Meinhof-Puig Antich, etc...), l'une des composantes du mouvement potentiellement la plus forte

par ses capacités d'actions et l'importance de ses bases militantes, mais sempiternellement victime de ses manques de stratégie dus au caractère partiel de son analyse immédiatiste, parce qu'ils n'agissent toujours qu'en réponse ou afin de faire pression sur des problèmes partiels.

A cela s'ajoute une vision individualiste entraînant une désorganisation permanente par le sectarisme, le localisme, le personnelisme, etc...

Le refus de s'organiser structurellement, de développer une stratégie d'attaque cohérente, qui se fonde sur une croyance en une continuité mécaniste dans le temps, laisse toujours celui-ci (le temps) aux stratégies développées par le capital de les récupérer.

En d'autres termes, leurs non-ruptures totales les emprisonnent dans les limites du « no-mans-land » de la confrontation entre la construction combattante et l'Etat.

Il a été très difficile à Action Directe de dépasser les limites de ces expériences antérieures, car le mouvement révolutionnaire ne croyait plus à la construction possible d'un pôle révolutionnaire réellement offensif. Les échecs répétés, auxquels le mouvement était habitué, entraînaient des ruptures partielles et ponctuelles des gens qui s'engageaient dans le processus organisationnel.

D'autre part, à la différence des mouvements révolutionnaires en Italie ou en Allemagne, qui eurent une détermination pratique à la lutte par le processus qu'instaurèrent les organisations de lutte armée, le mouvement français, lui, s'est trouvé limité, du fait d'une politisation idéologique, à une compréhension partielle de la pratique nécessaire au dépassement des situations.

Aujourd'hui, il n'est nullement nécessaire de copier tel ou tel schéma mais bien de comprendre les erreurs, de les dépasser pratiquement ou de continuer à s'enfermer dans la sclérose en laissant le terrain inoccupé devant les stratégies d'attaques développées et employées par l'impérialisme dans tous les domaines de la vie.

L'anticipation de « l'échec de la social-démocratie » s'est faite dans le caractère quotidien de la répression dans les ghettos, dans la politique pro-sioniste

et toujours plus ouvertement atlantiste des socialistes, leurs interventions militaires sans cesse intensifiées en Afrique, tandis qu'à l'intérieur la restructuration impérialiste nécessitait le développement des forces armées, une politique internationale offensive et guerrière, le développement des industries d'armement sous l'angle aussi de l'industrie de pointe compétitive, la militarisation du corps social qui doit soutenir l'effort de guerre.

Ce que la petite-bourgeoisie n'a pas vu dans ses espoirs déçus de troisième voie, c'est que l'attachement à la bombe et à l'OTAN a toujours été une condition fondamentale de l'accession au pouvoir d'un parti dans une démocratie parlementaire européenne et que les enjeux se sont durcis dans le contexte international.

La gauche est certes bien outillée pour faire passer une politique belliciste et une politique d'austérité, en les travestissant pour gagner du temps et éviter l'affrontement de classe. Pour cette politique, la passe est cependant étroite. Et la gauche au pouvoir sait qu'elle creuse sa propre tombe, condamnée à offrir l'édifice social restauré à une droite qui recompose ses alliances avec les « déçus du socialisme ». De là le frisson sur le danger fasciste qui parcourt la petite-bourgeoisie effrayée par la montée des forces qu'elle-même produit.

Dans cette situation, la nécessité pour le gouvernement social-démocrate d'étendre à la France sa pacification, comprend la répression toujours plus poussée contre les fractions organisées de la classe. Sa tentative, et elle nous sait partie de cette classe, est de désarmer celle-ci pour la soumettre au destin de ses fausses alternatives.

C'est aussi dans ce contexte de pacification que beaucoup disent « que faire ? » Il n'y a pour nous aucune limite à l'initiative révolutionnaire. Dépasser les fausses séparations, réhomogénéiser la classe. C'est en partant des secteurs spécifiques à chacun, aller au-delà de ceux-ci en combattant les pratiques de partialisation qui se font jour en eux. Faire circuler et rendre vivant par la pratique les messages révolutionnaires. Construire et organiser les énergies, non pas seulement en réponse, mais en stratégie d'interrogation et d'attaques. □

82, du sommet de Versailles au Liban

Le document est une interview qu'*Action Directe* a donnée au « Monde », début octobre. La rédaction de ce journal a refusé de la publier, alors que toute une campagne hystérique était organisée contre l'organisation. Cette campagne était basée sur la « découverte de documents » et de « preuves personnelles », compilations de faux, de mensonges et d'amalgames.

Le but : non seulement atteindre notre organisation, mais plus encore l'idée même d'antiimpérialisme et d'internationalisme.

Une certaine presse participe à la répression et à la lutte psychologique que le pouvoir mène contre le mouvement, en diffusant les mensonges et amalgames et en censurant les expressions politiques de ce mouvement.

Une fois encore, nous réaffirmons :

- L'organisation n'a rien à voir avec les attentats-massacres qui ont eu lieu cet été à Paris ;
- *Action Directe* n'a aucun lien organisationnel avec les militants des F.A.R.L.

Action Directe n'est pas apparue par génération spontanée. Des individus ou des groupes ayant eu des expériences diverses de propagande armée ont ressenti la nécessité, au-delà d'actions ponctuelles ou de campagnes politiques (comme en 1977 après l'assassinat des camarades de la RAF, comme les campagnes sur le nucléaire...), de se donner un instrument afin de promouvoir une stratégie communiste.

But et historique

Dès le début de notre apparition, nous avons été **une guérilla communiste**, défendant la lutte anti-impérialiste, sur une position de classe. La conséquence : une compréhension pratique de la nécessité de l'illégalisme révolutionnaire.

C'est le début de ce combat communiste qui a déterminé les instruments de lutte que nous avons créés. Nous pensons que ceux-ci peuvent amener une confrontation, un dépassement de l'expérience prolétaire, vers l'implantation d'une guerre révolutionnaire prolongée.

Nous ne pouvons faire ici un historique précis des actions entreprises par nos groupes. Nos objectifs délimitent clairement notre intervention politique.

Jamais nos actions n'ont pu prêter à confusion. Les moments et les cibles choisis apportent eux-mêmes la preuve de nos lignes fortes : **guerre de classe et anti-impérialisme**.

Nous avons lutté fort, et avons été réprimés fort.

Nous avons eu des camarades assassinés, nous avons connus des Q.H.S. dans le silence et l'arbitraire le plus total.

Pourtant, après quatre années d'existence, **notre continuité politique** n'a jamais été mise en danger. Nous posons toujours les mêmes questions.

Répression et amalgame

Nous n'avons jamais eu d'illusion sur le nouveau pouvoir, nouvelle gestion du Capital et tentative de réponse à la crise du système impérialisme en France.

Nous savons ce que signifie un gouvernement social-démocrate pour les

prolétaires. En France, la répression de la grève des mineurs en 1948 ; dans les pays dépendants, les massacres de Sétif, le massacre de 80 000 personnes à Madagascar, les bombardements d'Hanoi, le coup de Suez...

Mais nous avons essayé d'utiliser cette période d'euphorie et d'illusion pour tenter d'ouvrir de **nouveaux fronts** avec de nouvelles méthodes : lutte dans les prisons pour la fermeture des Q.H.S., lutte lors de l'amnistie pour la libération des révolutionnaires emprisonnés, lutte avec les travailleurs immigrés pour le logement dans le quartier de la Goutte d'Or (occupation de six immeubles), travail d'information et de propagande écrite sur notre mouvement.

Face à nous, la force tranquille a dévoilé son vrai visage : provocation, diffamation, paternalisme, intimidations physiques, attentats contre nos squatts, etc.

Plus de 180 personnes ont été raflées en 4 mois, pressions sur les employeurs, tabassage de camarades, chantage sur la régularisation des papiers des camarades immigrés. Il a donc été difficile pour nous de sombrer dans « l'état de grace ».

Il était évident que les socialistes n'accepteraient aucune lutte ne s'intégrant pas à la contestation institutionnalisée et au soutien critique.

Le mois de juin 1982 a vu les enjeux de politocrairie nationale dépassés par un événement déterminant : la venue de Reagan en Europe.

A l'ordre du jour dans les salons de Versailles : resserrer l'alliance impérialiste de l'O.T.A.N. à l'heure de la démocratie des droits du citoyen. Les marchandages qui portent sur les préparatifs d'une « *guerre nucléaire tactique* » en Europe, la fabrication de la bombe à neutron française, le soutien ou non à ceux engagés dans des conflits dits « *périphériques* », tel celui des Malvinas, sont soigneusement tenus secrets.

Reagan, en agitant le spectre de la guerre, a rencontré sur son passage un vaste mouvement de protestation dont l'ampleur ne s'était pas vue en Europe depuis une dizaine d'années, mouvement majoritairement pacifiste qui, telle l'autruche, en se fermant les yeux et en invoquant la paix, croit pouvoir exorciser et retenir à sa porte un monstre informe déjà là. Dans le même temps se déclenchait l'invasion israélienne au Liban...

Mais désormais la logique d'acier de la guerre impérialiste pénètre aussi les « *pays développés* », les métropoles.

La « *crise* », c'est-à-dire la restructuration du capital, cela veut dire des millions de chômeurs, des conditions de vie de plus en plus précaires. La menace brandie, c'est la répression sous toutes ses formes et c'est aussi l'anéantissement, le génocide sélectif. Voilà la solution que propose Reagan.

Nous devons combattre les complots qui se trament. **Ne pas nous limiter au catastrophisme, mais combattre.** C'est dans ce contexte que nous avons lancé une campagne limitée visant des objectifs américains et israéliens.

Nous sommes convaincus que des attentats-massacres tels que Marbeuf, Copernic ou la rue des Rosiers, sont concertés et planifiés, de façon systématique, par des groupes de pression, et particulièrement par les services secrets.

Des intentions politiques précises et des conflits inter-Etats se cachent derrière ces actes. **Désamorcer toute opposition éventuelle, même d'autodéfense, devant la politique de guerre économique et militaire créée par les Etats, tel est le véritable but de ces attentats.**

Bologne, Munich, sont évidemment des faits d'Etat et non de guérilla. Il est affligeant que 13 ans après l'attentat de la Piazza Fontana, qui précède la tentative de coup d'Etat du prince Borghese, des gens marchent encore dans ce genre de panneaux.

Mêler, comme le fait une certaine presse, les groupes de guérilla à ces actes, c'est leur donner le prolongement politique qu'attendent leurs instigateurs. Suffira-t-il de manipuler un déséquilibré qui mettra une bombe à 6 heures dans la gare Saint-Lazare, et de signer **Action Directe** pour que l'on demande nos têtes ?

L'après-midi de la Rue des Rosiers, alors qu'il était évident pour le gouvernement que nous n'étions, ni de près ni de loin, liés à ce massacre, Monsieur Deferre est intervenu personnellement pour faire arrêter tous les militants légaux d'A.D. Autrement dit, nous pensons que le gouvernement connaît virtuellement ceux qui ont téléguidé le massacre, mais qu'il est totalement impuissant.

Masquer cette impuissance en favorisant l'amalgame c'est objectivement appeler au lynchage.

Les interminables discussions Est-Ouest pour savoir où et comment stocker les missiles nucléaires, les dialogues Nord-Sud arrachant aux pays dépendants leurs mains-d'œuvre et leurs matières premières à bon prix, le diktat des multinationales de l'agro-business et des organismes de financement sur les pays affamés, les concertations patronales pour plus de rentabilité dans l'extraction de la force de travail, les décisions des Etats augmentant sans arrêt les effectifs et les moyens policiers, faisant, à présent, comme en France, appel au contingent pour garantir la paix sociale.

Voilà une partie de la terreur quotidienne. A tel point qu'elle est banalisée et ressentie non plus comme violence, mais seulement comme situation de fait.

Par l'impact qu'ont les massacres sur les gens, en les amalgamant avec les guérillas métropolitaines, on cherche à provoquer un rejet qui, s'il aboutissait, conduirait **au renoncement à tout combat et à l'abandon de toute espérance de libération humaine.**

Le Liban

La guerre au Liban est indissociable d'une guerre rampante et généralisée au Moyen-Orient.

De Beyrouth à Kaboul, d'Asmara à Koramchar, le jeu de la stratégie impérialiste se déroule au-dessus des peuples, qui en sont les victimes. Les seules forces populaires qui s'insurgent les armes à la main contre cet état de fait subissent la plus terrible répression.

Sabra et Chatila entrent dans la logique de massacre et de pacification entreprise par l'impérialisme américain, européen et sioniste. L'enjeu est de forcer les Palestiniens à accepter le plan Reagan avec l'aide des pays arabes les plus réactionnaires.

On ne peut résoudre le « *problème* » israélo-palestinien en restant dans une logique d'Etat. **Seule une guerre de classe** permettrait d'entrevoir la possibilité d'une cohabitation judéo-arabe dans un Proche-Orient débarrassé des requins, des valets et de l'oligarchie corrompue. Pour l'heure, les socialistes ont participé au replâtrage actif d'un Etat libanais moribond, mettant en selle l'extrême droite religieuse phalangiste, dont ils ont bien vite « *oublié* » qu'elle puise ses racines dans le courant national-socialiste des années trente. Voici quelles sont les forces souillées de sang qui vont dans les mois à venir as-

surer la paix et la sécurité des citoyens libanais !

Alors ? Après que la FINUL se soit ridiculisée sur la frontière israélo-libanaise, que les peuples libanais et palestiniens aient subi plusieurs mois de massacres, que des milliers de prisonniers, dont le seul crime est d'être Palestiniens, croupissent dans les camps de concentration où les organismes internationaux n'ont pas accès, c'est vraiment prendre les gens pour des cons que de leur faire croire que l'armée française part là-bas pour maintenir la paix, pour remplir une mission humanitaire dans un pays confié à la gestion d'un parti fasciste.

Stratégie

Après le cycle classique provocation-amalgame-répression, le gouvernement socialiste va pouvoir accomplir ce que le gouvernement précédent n'avait pas les moyens politiques de mettre en place :

- la modernisation de l'appareil répressif d'Etat s'intégrant dans le vieux projet de la coordination opérationnelle des Etats européens (la R.F.A. étant le maître-d'œuvre) ;
- l'informatisation donnera la possibilité à tout moment de centraliser la répression internationale permettant aux Etats d'écraser dans l'œuf toute tentative, tout soulèvement contre son Ordre et sa réalité.

Au niveau national, le gouvernement, qui s'était taillé une réputation de « *démocrate* » en manifestant l'intention de supprimer les brigades spéciales, n'a fait en réalité que les maintenir et en créer de nouvelles plus performantes avec l'aide de la B.R.I., des supergendarmes, et des super-espions, gang d'assassins du groupe « *Action* » de la D.G.S.E. Le résultat ? la création d'une police politique plus puissante que jamais, dont l'activité est dirigée essentiellement contre le mouvement révolutionnaire.

Que redoute tant l'Etat pour développer un tel appareil ?

L'impérialisme n'est pas un monstre abstrait, trônant au sommet de la pyramide sociale. L'impérialisme, c'est le système d'exploitation capitaliste qui a étendu ses rets sur toute la planète et qui domine tous les rapports sociaux. C'est un système totalitaire et sa guerre sera totale.

Dans les démocraties occidentales, comme dans les pays dépendants, l'impérialisme ne peut défendre sa logique interne qu'en développant une guerre sans merci contre ses ennemis, n'hésitant pas à balayer les acquis des luttes du prolétariat : droit au travail, formes de protection de la reproduction des forces de travail (santé, logement, éducation).

Les luttes quotidiennes qui s'épuisent en formes multiples et éclatées sont l'expression de la résistance à l'ordre impérialiste.

Etre révolutionnaire aujourd'hui, c'est établir **des lignes stratégiques**, liens entre ces luttes parcelaires et leur volonté d'émancipation, de libération totale de l'exploitation de l'homme par l'homme.

Cette lutte sera internationale ou ne sera pas.

Dans les quartiers, les usines, les régions, doit se développer une guérilla périphérique qui permettra l'encercllement de l'ennemi. Ce combat, nous le mènerons jusqu'à la victoire. □



Irlande

Renforcer le courant anti-impérialiste

La crise générale du mode de production capitaliste, les restructurations industrielles mises en œuvre par le capital et les préparatifs de guerre des Etats impérialistes tendent de plus en plus à réduire les différentes spécificités des diverses formations economico-sociales européennes et, donc, transforment les conditions d'intervention des différentes forces révolutionnaires qui y œuvrent. La nécessité même pour l'impérialisme de coordonner ses politiques et ses attaques au plus haut niveau, la collaboration de plus en plus sophistiquée entre les Etats dans leur guerre contre les mouvements révolutionnaires, contraignent les communistes à agir et à penser leur pratique dans un cadre nécessairement européen.

De ce fait, même au sein de ces mouvements que l'on dit « en périphérie » des luttes du prolétariat métropolitain, comme les mouvements de libération nationaux, se développent des courants internationalistes, pour qui la question nationale n'est qu'une des conséquences de la division de la société en classes et de la lutte entre celles-ci, qui ne se résoudra que dans un combat de classe contre l'impérialisme. En cela, ces courants situent leur pratique et leur réflexion dans le combat d'ensemble que mène le prolétariat métropolitain contre la bourgeoisie impérialiste.

En Irlande, ce courant est indéniablement représenté par l'*Irish republican socialist party* (Irs) et son organisation militaire, l'*Irish national liberation army* (Inla). C'est donc dans une perspective de confrontation afin de renforcer le courant anti-impérialiste révolutionnaire que nous leur ouvrons nos colonnes dans ce numéro. Ceci nous semble d'autant plus important que l'ennemi, lui, ne s'y est pas trompé et continue de porter des coups extrêmement lourds à l'Irs et l'Inla.

Nous voulons donc, pour l'instant, apporter quelques premiers éléments qui permettent de mieux connaître le combat et l'orientation de ces organisations. Nous publierons prochainement un dossier plus complet sur la guerre de classe anti-impérialiste en Irlande, dans lequel ces camarades préciseront mieux en quoi ils se situent dans un front de combat européen anti-impérialiste.

Pour l'immédiat, cette première présentation est composée de :

- une interview de militants de l'Inla dans laquelle ils font un bref historique de leur organisation et des luttes politiques qui s'y sont développées depuis sa création ;
- une interview de Dominic McGlinchey, dirigeant de l'Inla récemment arrêté en Irlande du Sud et immédiatement extradé vers le Nord. Les conditions de son arrestation illustrent bien la politique répressive opérée par les valets de l'impérialisme britannique au Sud. Cette collaboration entre l'« *Irlande libre* » et le soi-disant « *Royaume-Uni* » éclaire suffisamment le fait qu'il ne suffira pas de chasser les troupes d'occupation étrangère. L'arrestation de ce camarade a, de plus, été précédée d'une campagne hystérique de « *chasse à l'homme* » visant à dépolitiser l'action de l'Inla ;
- une autre interview d'un dirigeant de l'Irs, cette fois, parue dans le mensuel de l'Irs. Cette interview, comme la précédente, s'adresse au mouvement républicain. Textes de propagande, ils visent à politiser le combat, à dépasser la simple résistance à l'occupant en lui donnant un contenu offensif de classe. De même, le langage utilisé est le produit de l'histoire de cette lutte.

Il s'agit donc de comprendre l'enjeu du débat qui traverse le mouvement irlandais, pour être en mesure de se confronter, à travers contributions et critiques, pour renforcer le courant communiste. □

Interview de l'INLA

Lorsqu'on parle de l'Irlande en France, trois lettres reviennent toujours : Ira. L'Irish national liberation army (Inla) est peu connue, voire passée sous silence. Pouvez-vous nous faire un rapide historique de votre organisation ?

Dans les années 60, des divergences profondes surgirent au sein du Mouvement Républicain irlandais. Deux tendances existaient en son sein : les Nationalistes opposés aux Socialistes. Les événements de 1968, la défense des quartiers nationalistes lors des pogromes de 1969 puis l'arrivée de l'armée britannique précipitèrent la crise et provoquèrent la scission de Novembre 1969 et la création des « *Provisoires* » opposés aux « *Officiels* », qui étaient plus faibles mais socialistes. Les « *Provos* »¹ commencèrent la lutte armée en 1970. Les « *Officiels* »² se réorganisèrent, et il y eut le *Sinn Féin* au Sud et la création des « *Republican Clubs* » au Nord. Les unités de l'IRA Officielle menaient toujours la lutte armée, mais, le 29 mai 1972, la direction des *Officiels* décrète un cessez-le-feu sans consulter les membres, qui le refusent, considérant qu'il s'agirait d'un abandon de la question nationale. En conséquence, la faction dissidente continue la lutte armée.

Au sein du parti, la ligne réformiste s'affirme : elle parle de réformer l'Etat d'Irlande du Nord, de le moderniser, de le « *démocratiser* ». Les partisans de cette ligne tentent de purger l'organisation de ceux qui y sont totalement opposés. Il est important de savoir que, contrairement aux réformistes, les éléments radicaux essaient de rechanger la ligne nouvelle par des moyens démocratiques, par des débats au sein du parti et de l'armée. Ainsi, au début 73, les 24 unités que comporte la Brigade de Belfast de l'IRA Officielle votent en faveur de l'abandon du cessez-le-feu. Billy McMillan, qui est l'Officier-Commandant de la Brigade, refuse de transmettre la décision au Conseil de l'Armée³, disant qu'elle n'était pas unanime ! De plus, la direction du Parti ne met pas en pratique les décisions votées lors des Congrès de 1972 et 1973. En participant aux élections à Westminster⁴, elle trahit les internés de Long Kesh et le Mouvement.

En novembre ou décembre 1973, lors du Congrès, la direction tente de suspendre Seamus Costello⁵ et d'autres membres, dont Ronnie Bunting⁶. En 1974, ils veulent purger le Mouvement. Dès lors, des discussions sont engagées en vue de créer un nouveau mouvement, à la fois socialiste et républicain. Le 8 décembre 1974, l'« *Irish Republican Socialist Party* » (Irs) et l'« *Irish National Liberation Army* » (Inla) sont créés. Cette création fut rendue nécessaire car, d'une part, le *Sinn Féin* et l'IRA Officiels étaient devenus entièrement réformistes et avaient trahi la lutte, et, d'autre part, le *Sinn Féin* et l'IRA Provisoires, qui se proclamaient héritiers directs de l'insurrection de 1916, étaient très à droite et n'avaient pu faire une analyse correcte liant la question nationale à la lutte de classes. A cette époque, la presse et l'*establishment* adoptent délibérément une politique qui consiste à « *confondre* » les Socialistes et les *Provos* afin d'occulter les raisons de la création du Mouvement Républicain-Socialiste.

Dès lors, quelle est votre politique, et comment se développe l'Inla ?

Dès le début, nous avons adopté une politique visant à la création d'un « *front-large* » pour combattre la domination de l'impérialisme britannique en Irlande et pour la création d'une République socialiste des 32 comtés⁷. De 1975 à la mi-78, le développement de l'Inla fut plus lent que prévu. Ceci est en partie dû aux attaques lancées contre nous par les Officiels dès notre création, attaques qui firent 2 morts, 30 à 40 blessés et à peu près autant d'emprisonnés dans nos rangs. En 1975, année qui vit la fin de l'internement, le retrait du statut politique décidé pour les prisonniers et le début de la politique de criminalisation, les Brits négociaient avec les *Provos*. Il y avait moins d'activités de la part du Mouvement Républicain⁸, qui en fait ne s'opposait pas activement au retrait du statut politique. L'Inla continua ses attaques militaires, attaques dissimulées ou dont l'importance était systématiquement réduite par les médias, ce qui fait qu'elles furent peu connues à l'étranger.

En 1976, les « *Relatives' Action Committees* » (RAC)⁹ sont créés. Ils réclament le maintien du statut politique, et par conséquent se trouvent directement opposés à la politique britannique de criminalisation. En même temps que l'importance de ce mouvement de soutien aux détenus augmente, le soutien à l'Irs et l'Inla augmente, notamment sur la question carcérale. Ce mouvement, ainsi que le soutien dont bénéficient les prisonniers en lutte signifient que la criminalisation a échoué. En même temps, l'Inla continue la lutte à Belfast, Derry, le sud-Derry, Portadown et le nord-Armagh.

En 1978, les membres de l'Armée commencèrent à analyser et à évaluer les effets de la campagne militaire. Ceci mena à un changement de direction au niveau politique et militaire, et souligna la nécessité de s'attaquer à des cibles clairement identifiées, telles que l'élimination du bras droit de Thatcher, Neave, en mars 1979. A partir de cette année-là, quand nous avons acquis un armement nouveau et plus sophistiqué ainsi



Interview d'un dirigeant de l'INLA

qu'une plus grande expérience, la campagne militaire s'est intensifiée.

En même temps, le Parti était totalement engagé dans les RAC, qui devinrent le Mouvement national contre les Blocs H et Armagh¹⁰. Il était également engagé, au niveau national dans l'agitation dans les usines et tous les autres lieux de travail (...).

Armée de libération nationale, l'Inla est organisée sur l'ensemble du territoire irlandais. Avez-vous mené des actions militaires au Sud et quelle est votre position à ce sujet ?

En 1983, nous avons fait sauter une base secrète de surveillance aérienne de l'OTAN à Schull, dans le comté de Cork¹¹, l'utilisation de cette base étant une rupture de la neutralité affichée de l'Irlande du Sud. Nous avons clairement fait savoir que de telles installations sont sujettes à de futures attaques de notre part. Nous déclarons que nous n'hésiterons pas non plus à attaquer les multinationales qui sont engagées dans des activités sociales répugnantes, des activités qui attaquent les droits de la femme, la souveraineté du peuple irlandais sur les ressources irlandaises, par exemple la contamination des rivières irlandaises par des déchets toxiques ou nucléaires. Nous envisageons également la possibilité d'attaquer des firmes multinationales qui sont engagées dans une exploitation forcée des travailleurs. Cela peut consister en attaques militaires soit contre les biens, soit contre les dirigeants du personnel ou les propriétaires, etc. (...).

1. IRA Provisoire, liée au Sinn Féin Provisoire (branche politique), ou « Provos ».

2. IRA Officielle : liée au Sinn Féin Officiel (branche politique), ou « Stickers ».

3. Army Council : instance dirigeante de l'Armée, plus large que le « GHQ Staff », Etat-Major qui y est inclus.

4. Westminster : Chambre des Communes du Parlement britannique. Les Républicains ne reconnaissent pas les Parlements liés à la partition du pays : Dublin, Belfast (jusqu'en 72), et Londres.

5. A l'époque, Seamus Costello était dirigeant de l'IRA Officielle. Devenu Président de l'Irps, il sera assassiné à Dublin le 5 octobre 1977 par les Officiels.

6. Membre de la direction de l'Irps qui sera assassiné en octobre 1980 à Belfast par des Loyalistes, tout comme le fut en Juin 1980 Miriam Daly, qui avait remplacé Costello à la présidence du Parti jusqu'en janvier 1980.

7. L'Irlande est divisée en 32 comtés : 26 au Sud et 6 au Nord. Les Républicains n'emploient pas les appellations officielles de « République d'Irlande » ou d'« Irlande du Nord », mais parlent des « 26 comtés » (ou « Free State ») et des « 6 comtés », car ils refusent la partition.

8. Lorsque les camarades de l'Inla parlent de « Mouvement Républicain Socialiste », ils parlent d'eux-mêmes et de leur courant.

9. « Relatives'Action Committees » (RAC) : Comités des familles de prisonniers.

10. Blocs H de Long Kesh : prison pour les militants capturés ; Armagh : prison pour les militantes capturées.

11. Situé au Sud-Ouest des 26 comtés.

Dominic McGlinchey est un dirigeant de l'INLA. Incarcéré pour la première fois dès l'âge de 17 ans, il fit de nombreux séjours dans les geôles irlandaises. Il menait une vie légale au Sud lorsque il devint la première personne pour qui fut émis un mandat d'extradition vers le Nord. Depuis, en cavale, il fut l'objectif d'une campagne des médias le présentant comme un homme « sanguinaire », l'homme à abattre. Le 18 mars, la police et l'armée le capturèrent non sans avoir tenté de le liquider.

L'interview qui suit a été publiée en novembre dans le « Starry plough », journal de l'IRSP.

Tu es la première personne pour qui l'ordre d'extradition est donné pour un « délit politique ». Penses-tu être devenu une cible médiatique ?

Je pense que tu mets le doigt sur un vrai problème lorsque tu parles des médias. En effet, la décision d'ordonner mon extradition n'est pas une décision isolée, mais fait partie d'une plus ample stratégie.

Je pense qu'un des aspects de la stratégie britannique est de chercher à extraditer un militant actif pour créer un précédent et tenter de démoraliser républicains et socialistes. De plus, le gouvernement de l'« Etat libre » saisit ainsi une occasion d'apaiser Paisley, Thatcher et les loyalistes.

Il est important d'insister sur le fait que le risque d'extradition ne me concerne pas seulement moi, Dominic McGlinchey. Cela peut arriver à toute personne en lutte contre l'impérialisme Britannique. Et si une personne est extradée, d'autres suivront. Le ruisseau peut devenir déluge. C'est ce que veulent les Brits.

Quelle est ta réaction face à la caractérisation que les médias donnent de toi, te décrivant comme « l'homme le plus recherché d'Irlande » ?

C'est une plaisanterie. Je ne suis qu'un socialiste républicain irlandais ordinaire qui est déterminé à lutter pour une Irlande libre et socialiste. La construction médiatique qui est faite est ridicule. Je ne suis pas Che Guevara. Cela fait partie du jeu « élever pour mieux démolir », afin d'aboutir à une plus grande démoralisation.

Que penses-tu de l'IRSP ?

L'évolution actuelle de l'IRSP, dans laquelle la lutte de classe est la détermination principale et qui est caractérisé par la politique du « front large », pierre tournante de la politique de l'IRSP, peut fournir les bases d'une authentique force anti-impérialiste.

Bien sûr, cela ne se produira pas en agitant quelque document sur le sujet. Cette bataille doit être gagnée par un travail difficile, par la persévérance, l'éducation politique et par des analyses correctes. Il n'y a pas de raccourci pour mener au socialisme. J'accueille donc avec satisfaction l'engagement du parti vers une politique socialiste.

Comment caractérisés-tu les 26 comtés [l'Irlande du Sud, Ndt] ?

C'est une vraie néo-colonie. Une indépendance politique formelle a été donnée à « l'Etat libre », mais le contrôle économique n'est pas détenu par Fitzgerald et Cie. Il s'opère ailleurs. Initialement, l'Angleterre tenait les rênes. A présent, elles sont aux mains de la CEE et de l'impérialisme américain.

Penses-tu qu'une coopération avec Sinn Féin soit possible ?

Bien sûr, et pas seulement sur la question nationale. L'unité d'action dans un large front de tous les anti-impérialistes sur d'autres terrains tels que le chômage, la lutte contre la répression, la neutralité, serait positive. Une action comme celle-là pourrait aboutir à une meilleure compréhension du rapport direct entre ces objectifs et la lutte globale contre l'impérialisme.

Que penses-tu de la place des femmes dans la lutte ?

Leur rôle mériterait de recouvrir toujours plus d'importance. Il est difficile de briser le sexisme et les stéréotypes construits par l'idéologie capitaliste. Nous devons casser cette idéologie dominante. Mais, cette lutte ne conduira qu'à des résultats limités tant que le pouvoir révolutionnaire ne sera pas conquis. Pour notre part, dans notre mouvement, les femmes jouent un rôle équivalent à celui des hommes.

Quelle place occupe le soutien international à la lutte irlandaise ?

Il est essentiel. Chaque victoire sur l'impérialisme renforce notre combat. Les victoires au Nicaragua sont des victoires pour nous. Nous devons nous rappeler aussi que l'existence d'une Irlande libre ne dessert pas les intérêts de l'impérialisme américain. Les Etats-Unis sont un pouvoir impérialiste lié à l'Angleterre. Celle-ci agit comme gendarme

de l'impérialisme en Irlande. Aussi, tout ce qui affaiblit l'impérialisme est positif pour le peuple irlandais.

Pour revenir à ta situation personnelle, des membres de la Special Branch et de la Task-Force ont affirmé que tu ne serais pas extradé. Ont-ils décidé de te tuer ?

Cela prouve à quel point ils sont inféodés à l'impérialisme britannique pour les intérêts duquel ils travaillent. De toutes façons, je verrai cela le jour où je serai confronté à ce problème. Et puis, le mouvement ne s'arrêtera pas avec moi. Je ne suis qu'un individu, pas un Dieu.

Comment envisages-tu le développement de la lutte dans les 6 comtés [l'Irlande du Nord, Ndt] ?

Je ne suis pas prophète, mais il y a des signes encourageants.

Les Brits ont essayé, avant toute chose, d'écraser la lutte anti-impérialiste. Ils ont essayé l'internement, la torture, les Cours spéciales, la criminalisation, l'assassinat et, maintenant, les repentis. Tout a failli. La volonté du peuple nationaliste n'a pas été entamée. Il a manifesté une capacité à rester uni autour des revendications larges sur les H-Blocks ou sur les repentis dans les *Relatives For Justice*.

Le mouvement anti-impérialiste ne peut pas être battu. Certains indices manifestent que l'INLA et l'IRA sont plus fortes que jamais. Ensemble, avec le soutien de la population nationaliste, nous gagnerons.

Jim Lane, de l'IRSP

Cette interview de Jim Lane, dirigeant de l'Irps formé dans les luttes prolétariennes contre le chômage, a été publiée par le journal de ce parti en septembre dernier. C'est-à-dire à un moment de lutte intense au sein du mouvement républicain pour le renforcement d'un courant marxiste pour qui la question nationale n'est qu'une des dimensions de la lutte de classe en Irlande et n'est qu'un des moments de la lutte pour le socialisme. Cette interview s'insère donc dans ce contexte interne au mouvement républicain, et c'est ainsi qu'il faut comprendre le pressant encouragement à l'étude et à la politisation, dans un pays où nombre de ceux qui prennent les armes contre l'occupant ne le font pas nécessairement d'un point de vue de classe, comme le démontre la persistance d'un point de vue étroitement nationaliste que combat justement l'Irps.

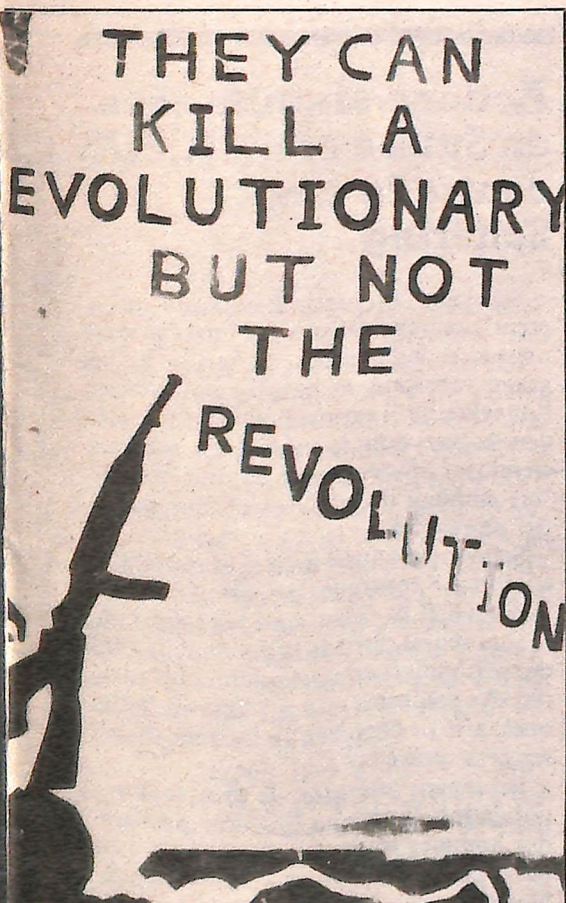
Comment vois-tu l'Irps se développer dans les prochaines années ?

J'aimerais voir une plus grande accentuation de l'éducation politique dans le parti. Nous devons toujours plus rechercher, étudier et débattre pour développer davantage la théorie révolutionnaire qui est nécessaire à la réalisation de la libération nationale et du socialisme en Irlande. Sans théorie révolutionnaire, tous nos efforts seront vains. La plupart de nos militants s'est engagée dans l'ac-

tivité révolutionnaire à partir de l'expérience de l'oppression ouverte des forces impérialistes britanniques ou de la violence du chômage et des conditions sociales déplorables au Nord et au Sud. Nous n'avons jamais manqué de combattre contre l'oppression. Mais nous ferions bien d'être très attentifs aux observations de James Connolly selon lesquelles « normalement, les Irlandais ne sont pas des philosophes, ils procèdent trop rapidement de la pensée à l'action ». Il n'est pas suffisant de combattre courageusement pour une cause. Il est aussi nécessaire de voir clairement les objectifs que nous poursuivons, sans quoi les fruits de notre lutte pourraient profiter aux contre-révolutionnaires. Si nous combattons pour le socialisme aujourd'hui, ce n'est pas pour le brader demain. Cela pourrait facilement nous arriver. Personnellement, je crois que seul un parti fondé sur les principes marxistes-léninistes peut réaliser le socialisme en Irlande.

Ceci concerne le développement interne au parti, mais comment conçois-tu son intervention ?

Depuis sa fondation, le parti a subi les attaques de l'impérialisme et de ses laquais. Le combat pour imposer son existence politique a causé de grands préjudices et a affaibli notre capacité à nous engager plus pleinement dans la lutte de classe. C'est à ce niveau que j'espère une amélioration. Nous devons nous effor-



Irlande ■■■

IRSP

cer de plus contribuer aux luttes de tous ceux qui sont opprimés par le capitalisme. Le développement de nos théories révolutionnaires doit se rapporter à la pratique afin d'enraciner d'inébranlables fondements dans la classe ouvrière. Nous devons, à l'Irsp, fournir les mêmes efforts dans le combat contre le capitalisme que ceux fournis dans le combat héroïque de ceux qui sont engagés dans la lutte armée contre les Britanniques. Nous devons être extrêmement actifs dans les combats menés sur des questions comme le chômage, le droit des femmes, la neutralité, la réduction des salaires, etc.

Quelles différences y-a-t-il entre l'Irsp et Sinn Fein ?

La différence essentielle consiste en ce que l'Irsp est en premier lieu un parti socialiste alors que Sinn Fein est avant tout un parti républicain. Nous approchons les problèmes d'un autre point de vue. L'Irsp juge la situation d'un point de vue socialiste. Nous pesons chaque aspect d'un problème en considérant comment il est lié à notre principal objectif, une société socialiste. **Les intérêts de la classe ouvrière irlandaise priment tout. La raison de notre engagement dans la lutte de libération nationale est que nous croyons que la résolution de la question nationale est une condition nécessaire au socialisme en Irlande.**

D'autre part, Sinn Fein voit l'indépendance nationale comme son principal objectif. Lorsque nous regardons une situation d'un point de vue socialiste, il regarde la même situation d'un point de vue républicain/nationaliste, ce qui a bien sûr pour effet de faire primer les considérations nationalistes sur les intérêts principaux de la classe ouvrière. Au cours des dernières années, ils ont été vers une plus grande compréhension du potentiel révolutionnaire de la classe ouvrière, mais ils ont cherché à le limiter à un accroissement de la lutte contre la partition [entre Nord et Sud, Ndt]. En bref, leur socialisme est social-démocrate. Il existe une incertitude que la majorité d'entre eux ne recherche qu'une société plus libre et plus démocratique que ce que nous avons maintenant, mais s'arrêterait au seuil du renversement total du système social, politique et économique tel qu'il existe actuellement. De toutes façons, je crois qu'il y a dans le mouvement républicain un bon nombre de révolutionnaires socialistes qui, pour des raisons historiques, ne font pas aujourd'hui partie de notre mouvement.

Que réponds-tu à ceux qui disent que tout nationalisme est réactionnaire dans le monde d'aujourd'hui ?

Je crois que le nationalisme du peuple opprimé de l'Irlande occupée par les Britanniques est certainement progressiste parce qu'il l'unit dans une lutte contre l'ennemi principal, l'impérialisme britannique.

Il y a évidemment des occasions où le nationalisme est réactionnaire. **Le nationalisme encouragé par des pouvoirs impérialistes, comme l'Angleterre ou les Usa, est définitivement réactionnaire parce qu'il obscurcit la lutte de classe et met le peuple au service de l'impérialisme.** Il n'y a pas de situation noire ou blanche. Dire que tout nationalisme est réactionnaire est aussi stupide que de dire que tout nationalisme est progressiste. Je crois que tout ce qui aide l'impérialisme britannique et nuit au peuple opprimé est réactionnaire, tandis que tout ce qui aide le peuple et nuit à l'impérialisme britannique est progressiste. □

Un front mondial contre l'impérialisme

Communiqué des Grapo

Nous publions ici le communiqué du G.R.A.P.O. sans avoir fait une historique de cette organisation. A travers le temps elle fut sans cesse calomniée comme étant un groupuscule faisant le jeu de la répression. C'était avant l'heure des théories sanguinettistes* mais déjà celles-ci se formulaient dans l'air de la passivité. Nous n'avons pas ici à prouver le contraire de ces affirmations policières. Le G.R.A.P.O. continue la lutte et nous l'en saluons.

A la classe ouvrière et à tous les peuples opprimés par l'Etat fasciste espagnol.

Le 16 février 1984, plusieurs commandos de notre organisation ont mené à bien une série d'actions à caractère essentiellement de propagande, en plaçant des drapeaux de la République Populaire et en attaquant à l'explosif des objectifs destinés à l'exploitation et à la répression des masses populaires :

- Madrid : attentat à l'explosif contre un bureau de chômage et pose de drapeaux ;
- Séville : attentat à l'explosif contre l'entreprise municipale des transports qui venait d'augmenter les tarifs des métros et autobus. Destruction partielle de cinq bus ;
- Sabadell : attentat à l'explosif contre un tortionnaire du Corps Supérieur de la Police ;
- La Cozuna : pose de drapeaux.

Par ces actions et, précisément à cette date si significative politiquement pour tous les peuples d'Espagne, nous avons voulu dénoncer la permanence du même régime fasciste et criminel qui s'est imposé par les armes et la terreur contre la volonté populaire exprimée le 16 février 1936 avec le triomphe du front populaire.

Depuis la mort de l'assassin Franco, les « réformes » successives, les changements et autres remue-ménages politiques n'ont pas eu d'autre objectif que celui de nettoyer la façade du régime en

l'affublant des habits de la « démocratie » ou du « socialisme ». Ceci avec comme unique objectif de pouvoir continuer à accroître l'exploitation des masses.

Mais la démagogie a ses propres limites. C'est ainsi que quand le masque est arraché, le régime [de F. Gonzales, Ndt] se lance sans réserve dans une politique de spoliation, répressive, militariste et réactionnaire, bloquant toutes les solutions, telles celles du programme KAS ou du programme en cinq points qui pouvaient ouvrir une période de lutte pacifique.

Au contraire, ce sont les reconversions sauvages, le chômage, les impôts, l'Otan, la torture, la guerre sale, etc., qui sont imposés comme normaux.

C'est pour cette raison qu'à partir de maintenant, on doit bien savoir qu'insister dans la voie des réformes démocratiques qu'ils ont déjà écartées aurait pour

résultat d'entretenir les illusions et de renoncer à l'initiative.

Ici, il n'y a plus d'autre solution que le renversement du régime fasciste et l'expropriation des monopoles. C'est seulement ainsi que le peuple pourra jouir de véritables libertés et trouvera des solutions aux problèmes économiques, politiques, sociaux, culturels, nationaux, etc. C'est seulement ainsi que nous instaurerons la République populaire et que nous marcherons jusqu'au socialisme.

Par nos actions, nous avons voulu montrer que c'est l'unique alternative qu'il nous reste aujourd'hui parce que la réaction a fermé toutes les portes.

Et cela pas pour un rêve que nous obtiendrions par le vote. Mais pour fortifier et développer la guérilla jusqu'à ce qu'elle devienne une armée populaire qui, unie au Mouvement Politique de Résistance dont elle est le fer de lance, vaincra une fois pour toutes la réaction, et ce quel que soit le déguisement utilisé par celle-ci.

Aujourd'hui plus que jamais, le devoir de chaque ouvrier, de chaque femme qui travaille, de chaque chômeur, de chaque jeune, est de prendre les armes contre l'Etat policier des monopoles et de renforcer la guérilla.

**Vive la République populaire !
Honneur éternel à ceux qui sont tombés pour la cause antifasciste !
Vive la lutte armée révolutionnaire !**

Nous vaincrons. □

Le 16 février 1984,
Groupes révolutionnaires antifascistes
premier octobre

* Sanguinetti : Du Terrorisme et de l'Etat. Ecrit théorique cherchant à démontrer que la lutte ne fait que servir au renforcement de l'Etat/policier et que sans elle les possibilités de lutte auraient augmenté ces dernières années en Italie.

Actions simultanées en Suisse et en R.F.A. contre le trust Schering

Schering fait partie des trusts qui livrent aux impérialistes les moyens pour massacrer les peuples. Schering est un grand fabricant de pilules anticonceptionnelles qu'il exporte en grande partie vers les pays dont la population est consciemment limitée par le capital qui préfère éliminer les pauvres et leur potentiel de révolte.

Schering est aussi mêlé à la répression « propre » contre les prisonniers politiques en R.F.A. C'est dans ses salons que se sont réunis, lors de la grève de la faim des prisonniers en Allemagne, des juristes, des médecins et des hommes politiques, afin de chercher les moyens de briser cette grève.

Schering s'intéresse, de plus, à la manipulation génétique qui doit produire des hommes toujours plus beaux, toujours plus puissants, et... toujours plus blancs. □

Organiser des réseaux d'aide aux travailleurs immigrés

Les Cellules révolutionnaires appellent à l'organisation de réseaux pour empêcher l'arrestation des travailleurs immigrés à leur arrivée en Allemagne. En effet, ceux-ci sont en général attendus par les flics dans les gares, à la descente même des trains. Repérables par leur attitude, leurs bagages, vulnérables par leur isolement et leur méconnaissance de la langue et de la situation, ces travailleurs passent souvent du train aux mains des flics qui se chargent de leur rapatriement rapide.

Pour empêcher cela, les Cellules appellent à l'organisation de réseaux d'ac-

cueil. Il s'agirait d'attendre les travailleurs, de distribuer des tracts dans les différentes langues, de donner des conseils adéquats, voire d'accompagner ces travailleurs jusqu'à la sortie. Pour les Cellules, ce serait une action dans la continuité de celle des réseaux d'aide aux déserteurs américains durant la guerre du Vietnam.

« Renouons avec cet internationalisme révolutionnaire tant que nous n'avons pas gagné le combat contre la détention et l'expulsion des travailleurs immigrés. » □



Après l'occupation du Consulat de Turquie à Cologne

Le peuple turc n'intéresse pas le capital. Plus exactement, ce qui l'intéresse, c'est son exploitation. Aussi le soutien des « démocraties » occidentales n'a jamais manqué aux oppresseurs de toujours, à la junte d'aujourd'hui. L'exploitation, elle, est sur place et elle est en Europe où des millions de Turcs vivent en exil politique et économique.

Le peuple turc n'intéresse pas beaucoup les défenseurs des « droits de l'homme » parce que c'est un peuple qui lutte, et non un peuple de victimes. Les groupes et les partis foisonnent. Syndicalistes et communistes en prison témoignent par milliers de la lutte populaire.

Les travailleurs turcs en Europe ne laissent pas leur identité à la frontière. L'activité politique est intense et quotidienne malgré les risques d'expulsion. Elle apparaît au détour d'une action, d'une affaire judiciaire (voir les militants turcs condamnés en France). Et, en 1982, à Cologne, lors de l'occupation du consulat de Cologne par un de ces groupes *Dev Sol*.

Actuellement ces militants sont jugés en Allemagne. Dans ce pays où un bombage en soutien aux prisonniers vaut un an de prison, la participation à la manif anti-Reagan plusieurs années, le procureur a demandé 7 à 9 ans. Sans compter la menace d'extradition toujours présente. Car l'Allemagne n'hésite pas à livrer à la junte ceux qu'elle réclame. Altun, militant turc arrêté et qui a préféré la mort à l'extradition, en sautant par la fenêtre du commissariat central, l'atteste. □



Action des Cellules Révolutionnaires

L'attentat contre le consulat turc à Cologne et plus spécialement contre le service des archives un an après l'interdiction de *Devrimic Sol* (Gauche révolutionnaire) et de *Halk Der* (Association du peuple), est l'expression de notre solidarité avec les occupants turcs et kurdes du consulat, et, dans le même temps, un avertissement au tribunal qui s'arroge le droit de juger de la légitimité de la résistance révolutionnaire en Turquie. □

Interview

un sympathisant de *Dev Sol*

Quelles étaient les raisons de l'action d'occupation ?

L'occupation du consulat de Cologne par des sympathisants de *Dev Sol* est une action de protestation politique contre la Constitution préparée par la junte fasciste de Evren et imposée par les armes au peuple de Turquie. Toute critique publique était interdite et donnait lieu à des poursuites. Par l'obligation de vote, le peuple fut contraint de participer à ces élections. L'action d'occupation a été utilisée par les sympathisants de *Dev Sol* comme moyen de faire passer son message politique et pour faire connaître l'action révolutionnaire contre la Constitution fasciste de la junte. C'est-à-dire que, par cette occupation, les sympathisants de *Dev Sol* voulaient faire comprendre aux masses leur position par rapport aux élections.

L'action n'était, en aucun cas, dirigée contre les personnes employées au consulat ou contre le consulat lui-même. Le contenu et le but de notre action était « Non à la Constitution d'Evren » et était adressée aux masses, se limitant à inviter à la discussion publique sur la Constitution fasciste. Cette action a rempli son but.

Pourquoi avez-vous choisi cette forme d'action ?

Il est important de souligner que l'occupation ne doit pas être jugée isolément. Elle fait partie d'une campagne contre la Constitution de la junte fasciste qui a été menée par notre mouvement. C'est sans aucun doute la plus importante. Notre mouvement a réalisé une vaste action de propagande contre la Constitution par voie d'affiches, de tracts, de brochures, etc. Dans de nombreuses régions, il a organisé des actions de masse légales et illégales. Le point culminant de cette activité a été constitué par l'occupation du consulat. Cela explique pourquoi nous avons choisi cette action d'occupation. Nous ne pouvions pas nous contenter d'une forme d'action limitée contre la Constitution fasciste. Une action qui fasse entendre notre voix contre les desseins de la junte fasciste jusqu'aux couches les moins intéressées de la population et à l'opinion mondiale était indispensable. Cela rendait l'occupation armée nécessaire. La discussion n'est pas pour nous de savoir avec quels moyens l'action devait être menée. Ce n'est pas important pour nous. L'important, ce sont les buts de l'action. En ce

sens, nous devons utiliser les moyens adéquats pour atteindre les buts fixés à l'action.

Pourquoi l'Etat ouest-allemand a-t-il attaqué justement après cette action ?

Le gouvernement ouest-allemand a fait preuve, à l'égard de cette action, d'un comportement dur. En fait, il l'a prise comme prétexte pour attaquer les sympathisants de *Dev Sol* sur le terrain politique. Les raisons en sont relativement claires. Le combat mené par *Dev Sol* en Turquie et à l'étranger inquiète le régime fasciste. La junte qui, en Turquie, a pris des mesures dures contre *Dev Sol*, ne peut pas attaquer directement à l'étranger. C'est pourquoi elle a chargé Zimmerman de le faire du côté ouest-allemand. C'est-à-dire que le gouvernement de la R.F.A. accède au désir de la junte de le voir intervenir contre les sympathisants de *Dev Sol* de manière très répressive. Le fait que *Dev Sol* et quelques autres organisations de masse démocratiques aient été interdites aussitôt après la visite de Zimmerman en Turquie le démontre clairement.

Comptez-vous sur une telle réaction de l'Etat allemand ?

Nous n'avons naturellement pas été surpris par la réaction de l'Etat ouest-allemand, qui est l'un des plus importants soutiens au régime d'Evren. C'est pour nous l'un des nombreux exemples de la collaboration avec la junte fasciste. Nous ne nous leurrons pas de croire que les amis de la junte puissent tolérer ses opposants... □

lettre à *L'Inter*

« Lectrice de *L'Internationale*, j'ai envie/besoin d'exprimer à votre journal mon ras-le-bol face à une tendance généralisée de considérer les hommes et les femmes qui se situent dans un affrontement direct au capital comme de pauvres fous animés par un rêve encore plus fou.

» Ainsi, quand ces camarades se trouvent aux prises avec la répression, on peut lire dans les médias de *gôche* une satisfaction certaine qui me laisse rêveuse. Et ce n'est pas un hasard si la même presse préfère un révolté individuel ou celui qui a renoncé, à tout individu porteur d'un projet à long terme.

» Je n'ai pas envie de déterminer quelle est la part de la mauvaise conscience dans cette vision de ceux qui continuent la lutte, et surtout de ceux qui s'y engagent pleinement. Mais j'en ai marre de supporter ce silence, cette volonté médiatique de convaincre ceux qui ont envie de vivre autre chose que de la merde, que le communisme est une utopie.

» Je n'ai que faire de leur culpabilisation d'anciens gauchistes face aux erreurs de l'extrême gauche française dans les années 70. Leur idéologie s'est cassée la gueule sur le douloureux pic de la réalité. Et bien, tant mieux pour eux ! Mais qu'ils arrêtent de nous expliquer que l'avenir c'est la démocratie, que se battre les armes à la main c'est faire le jeu de l'Etat, que l'on résoudra la crise en se serrant la ceinture, que l'invasion de Grenade n'était pas bien moralement, mais que maintenant les Grenadins sont très heureux, qu'il est dommage qu'au Liban la France n'est pas réussi à faire émerger la troisième voie — celle qui serait médiane entre les deux blocs — mais que ce n'est pas vraiment la faute à Mitterrand.

» Je sais que la presse n'est que l'aspect visible d'un iceberg de pouvoir et de violence au service du capital, et que le anciens gauchistes qui crachent sur ceux qui luttent, on les retrouve avec leur bonne ou mauvaise conscience dans tous les rouages de l'Etat, où leur rôle est partout de désarmer, d'intégrer et de trahir.

» Mais la presse est une réalité quotidienne et puissante qui nous agresse continuellement.

» Face à l'arrestation de membres d'*Action Directe*, l'attitude de la presse a relevé de son éternel principe : surtout ne pas ouvrir les yeux sur la nécessité immédiate de structurer la lutte communiste contre l'impérialisme, que celui-ci soit de l'Ouest ou de l'Est.

» Je finirai en envoyant un grand bravo aux camarades d'*Action Directe*, de la RAF, des RZ, des BR et des COLP... et je dois en oublier. » □

Dans la lutte pour le communisme, il n'y a pas de héros, il n'y a pas de martyrs, simplement des camarades.

« Pour ceux qui ont toujours des rêves plein la tête, des protestations à la gueule »*

A ceux que la révolte anime,

A ceux qui sont sortis du monde du travail enchaîné pour sortir du monde de l'oppression,

A ceux qui ont refusé la marginalité, le flipp, le suicide, l'autodestruction, comme alternatives encore au service de l'exploitation,

A ceux qui pensent, qui bougent, qui s'organisent,

A ceux que la révolution anime, A ceux qui construisent la théorie et la pratique, Aujourd'hui et ici, dehors et dedans,

Aux communistes, aux camarades.

* Raf.

□
L'Internationale

Déclaration d'Action Directe

Parallèlement au texte du dossier, nous avons reçu cette mise au point après les derniers événements.

Pourquoi l'Etat crée-t-il une section spéciale anti-Action Directe ? Une section regroupant 80 membres des Renseignements Généraux, une équipe de la DST, deux groupes de la Brigade de Recherche et d'Intervention (BRI), trois de la Section Criminelle, quatre de la Brigade de Répression du Banditisme (BRB) et, bien sûr, les spécialistes de la Direction centrale. Tout ce « beau monde » pour les « militants perdus » et autres « derniers mohicans de la lutte armée » !

Pourquoi trois responsables de la police ont-ils été virés comme des malpropres ? Pourquoi des commissaires en sont-ils venus aux mains après quelques déboires ? Pourquoi les magistrats qui se sont portés en première ligne pour défendre les commissaires jetés, sont-ils précisément ceux chargés des dossiers Action Directe ? Pourquoi le bureau de presse de la Police Judiciaire a-t-il été

fermé suite à certaines fuites sur les multiples loupées des flics ? Pourquoi depuis mars, les polices belges, allemandes et italiennes ont-elles été mises en état d'alerte à la demande des autorités françaises ?

Depuis l'Automne 83, la police a mis « tout le paquet » sur les « ultimes résidus de l'organisation dissoute et démentelée ». La traque pouvait commencer, appuyée par une contre-propagande tout azymuth : « antisémites, gangsters, vendus à Khomeyni et Abou Nidal, recyclés dans le hold-up alimentaire... ». « Pas de quartier », hurlait la presse suivant l'armada policière.

Un beau scénario, mais bien mal ficelé. Pendant plus de six mois, les échecs se sont succédés à la vitesse grand V.

Depuis mars, les files sont ramenés, quelques camarades sont inculpés d'« Associations de malfaiteurs ». Pourquoi l'Etat a-t-il déclenché une telle guerre contre l'organisation Action Directe ? Pourquoi cette volonté aussi brutale d'en finir avec ce projet politique avec lequel il tenta plusieurs fois de négocier sans résultat ?

Action directe



L'Internationale propose des abonnements gratuits aux prisonniers politiques. Elle demande donc aux proches de ces derniers de lui communiquer leurs adresses respectives.

Les militants ne deviennent pas des êtres à part, des victimes dont nous serions les béquilles, parce qu'ils sont prisonniers. Bien au contraire. Ce sont

toujours les porteurs du même projet politique. Dans cette optique leur rôle est essentiel. Et nous comptons bien dans L'Internationale être l'écho, voire partie prenante des discussions passant par eux.

N.B. : Leur courrier passe évidemment par la censure et les juges. Donc prudence obligatoire. Mais ceci ne doit empêcher ni la solidarité ni le débat politique.

A propos des arrestations

Mises au point

Régis Schleicher : celui que la police politique a présenté au gré des fluctuations de l'enquête, et donc de ses nécessités, comme le « nouveau chef », « le spécialiste du financement », « le dernier mohican » ou celui « converti au simple gangstérisme », est un militant d'Action Directe, avec ce que cela présuppose tant politiquement que militairement. Militant de notre organisation dès le groupe initial de 1978/79, il fut arrêté lors de la rafle du 23 mars 1979 précédant la manifestation des sidérurgistes à Paris. Il est sorti de prison en juillet 81. Il reprit la clandestinité en janvier 83.

• **Le 13 mars 1984** : Le 13 mars, quand la police belge tendit une souricière à un groupe de camarades devant le garage Toyota, on peut se demander, vu le peu d'informations fournies par la police française, si celle-ci n'était pas intéressée par un affrontement qui aurait coûté la vie ou quelques plumes à ses collègues pour se garantir de l'éventualité de « bavures postérieures ».

Quant à la prise d'otages, il faut rester précis : dès le début de cette opération policière, le rapport de forces avait changé de camp. La situation des camarades ne nécessitait pas une prise d'otage, et leur sang-froid évita une fusillade inutile. Et si l'inspecteur Arnoux a été capturé, ce n'est que dans le but de l'interroger sur l'ampleur des investigations policières, ce qu'Arnoux, confronté au retournement de la situation, a fait de bonne grâce.

• **Sur les expropriations de banques** : Nous ne ferons pas la liste des exemples justes que l'histoire révolutionnaire nous a légués. L'action de récupération de fonds est aussi politique que tout autre action armée, car elle est indispensable à celle-ci et à la concrétisation de l'organisation. Action Directe n'a jamais reçu de fonds des Bulgares, du KGB, des organisations établies. L'autofinancement a été historiquement une tâche à résoudre. Nous l'assumons avec méthode et rigueur. De plus, l'expropriation constitue, dans la première phase, la formation armée indispensable aux militants.

« Est-il plus criminelle d'attaquer une banque que d'en fonder une ? », (B. Brecht).

• **Sur l'association de malfaiteurs** : Aujourd'hui, il est difficile de comptabiliser le nombre des prisonniers politiques inculpés d'« association de malfaiteurs ». Même un inorganisé peut tomber sous le coup de cette loi scélérate (voir l'affaire Oriach).

Combattue par les pères de la social-démocratie, cette loi devait faire partie de la charette de celles « condamnées à mort » par le nouveau gouvernement au même titre que la CSE ou la peine de mort. Mais le temps a passé et elle reste encore l'une de celles employées par les juges. Lorsqu'on veut dépolitiser un combat, il est plus adéquat d'utiliser cette loi plutôt que celle, encore plus politique de « reconstitution de ligue dissoute ».

Inculper les camarades de l'organisation d'« association de malfaiteurs » et les embastiller dans les sections d'isolement, c'est une façon supplémentaire de tenter de désamorcer une lutte des prisonniers, indispensable à la démystifica-

tion de la réalité des institutions judiciaires de l'Etat social-démocrate.

Prisonniers politiques pas otages du capital

• **Le combat des prisonniers** : Chacun est par ce qu'il fait. Un détenu politique est politique et révolutionnaire non par ce qu'il fait à l'extérieur, mais par la lutte qu'il mène dans et à partir de la prison.

Du fait du « black-out » de l'information sur les conditions de la détention et de l'instruction de nos camarades, nous ne sommes pas en possession de certaines informations.

Il semblerait que la social-démocratie choisisse la même voie pénitentiaire qu'à l'été 1981 (répression des diverses grèves de la faim par la mise en QHS). Il est un mythe bien ancré dans la tête des défenseurs des « droits de l'homme et des prisonniers », c'est la disparition des QHS. Doux rêveurs ! « L'homme de gauche » n'en serait pas à sa première saloperie.

Le premier point du combat des prisonniers est très clair : démystifier la bonne prison social-démocrate. Le second : se donner les armes pour combattre à l'intérieur, c'est-à-dire obtenir par tous les moyens, au travers du statut de prisonnier politique, le regroupement. Le troisième : lier leurs luttes aux prisonniers communistes de l'Europe de l'Ouest. Le quatrième : se libérer.

Il est bien clair que c'est en combattant sur ces positions que des prisonniers peuvent se revendiquer de notre organisation. En ce cas, nous leur apporterons tout l'appui politique et armé nécessaire à leurs luttes.

• **En résumé** : Nous pensons que les questions du texte paru dans « L'Internationale » N° 5 pose un faux problème et donc un faux débat. Il n'y a pas eu de saut qualitatif dans l'affrontement si ce n'est un saut politique global dû à l'avancée du projet révolutionnaire et à la limitation des possibilités de manœuvre de la social-démocratie ici et dans les Etats de l'Europe de l'Ouest en général.

Cet affrontement ne peut être réduit à un spectacle répressif Etat/Action Directe, car l'enjeu est total et plus aucun secteur ou zone n'échappe à la problématique : se battre clairement sur un acte stratégique réel et donc à l'intérieur de la dialectique construction/destruction. □

avril 1984,
Action Directe

Pour écrire aux camarades prisonniers

On peut correspondre avec les camarades récemment arrêtés aux adresses suivantes :

- Vincenzo Spano
731 407 - 1^{re} division
1, avenue de la Division-Leclerc
94261 FRESNES M.A.
 - Helyette Besse
132 50/C D11R
9, avenue des Peupliers
Sainte-Geneviève-des-Bois
91705 FLEURY-MEROGIS
 - Régis Schleicher
219 761 D21
42, rue de la Santé
75014 PARIS
-